

Prix
2,- €

Ont participé à ce cahier :

rédaction et coordination : Dr. Anne Vonesch,
référénte bien-être animal de France Nature Environnement

avec les contributions de Tatiana Molé, chargée de mission agriculture du Réseau Cohérence et de Jocelyn Thoraval, vice-président du Réseau Cohérence
et de Christine Tribondeau, co-auteur de «Une vie de cochon», Editions La Découverte
et les dessins de Patrice Seiler

Le Réseau Cohérence

regroupe sur le Grand-Ouest de la France des organisations et personnes engagées dans la promotion d'un véritable développement durable et solidaire. Cohérence défend les modes de production, de commercialisation et de

www.reseau-coherence.org

consommation respectueux des hommes et de leur santé, des animaux, de la nature et du cadre de vie dans l'esprit du développement durable et de la préservation des ressources pour les générations futures.

avec les associations locales

ACIPE Association Citoyenne pour la Protection de l'Environnement
86 300 Chauvigny <http://www.acipe.fr/>

ALIZE Ackerland Lisier Zéro 67117 Ittenheim

Association Intercommunale pour la Sauvegarde de l'Environnement
41170 Saint Agil

Bien-vivre à Saint-Gérand-de-Vaux 03340 SaintGérand-de-Vaux, v.Allier Nature

Candéen Patrimoine Environnement 49440 Angrie <http://cpe49.free.fr/>

Collectif Bocage, élevage sensible 03320 Limoise
<http://www.bocage-bourbonnais.com/#/limoise/3223271>

Comité de soutien de Vritz 44540 Vritz
<http://comitedevritzdeveloppementdurable.blog4ever.com/>

Hardt Environnement 68740 Munchouse www.hardt-environnement.fr

Jamais de porcherie industrielle à Arquenay 53170 Arquenay

Sous le vent, les pieds sur terre 22340 Trebrivan sousleventlpst@yahoo.fr

avec le soutien des fédérations départementales

Allier Nature www.alliernature.asso.fr

Alsace Nature www.alsacenature.org

Côtes d'Armor Nature www.cotesdarmorenv.org

Perche Nature www.perchenature.org

avec Gérard Matichard, **Verts Allier Ecologie**

<http://auvergne.lesverts.fr>

Vous pouvez nous aider à couvrir les frais par un don à Alsace Nature avec la mention 'bien-être animal'

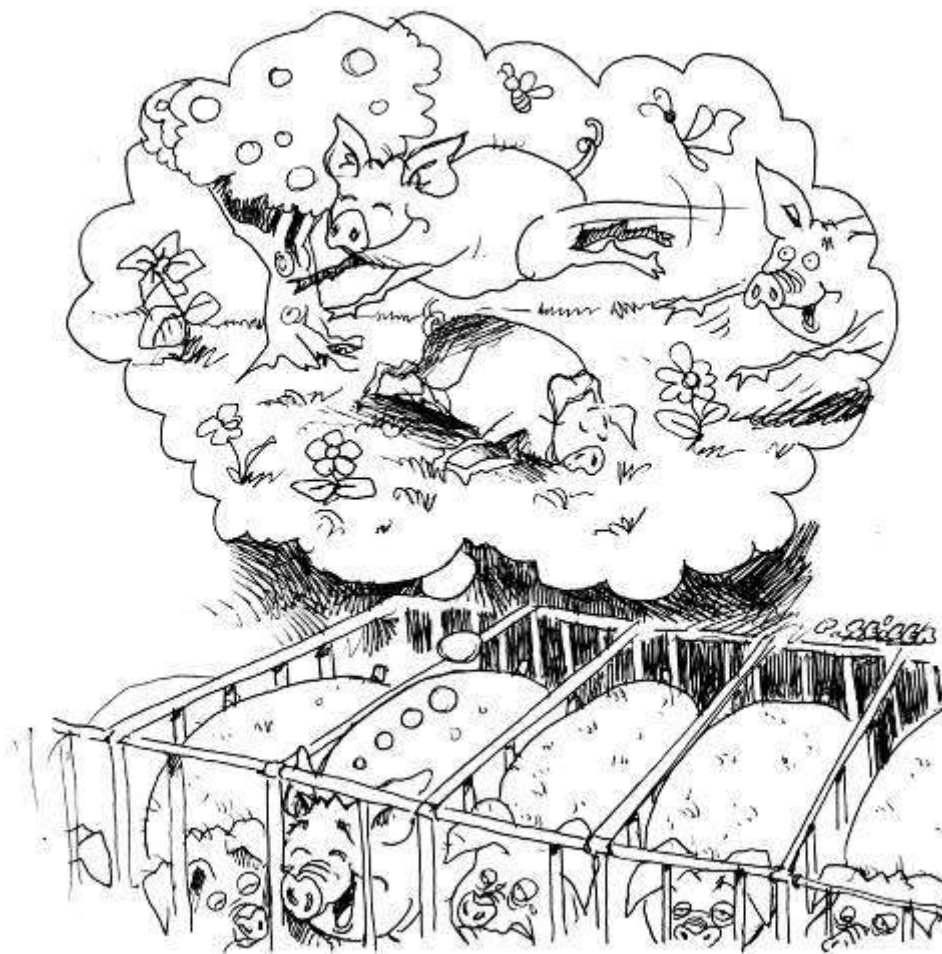


ALSACE NATURE 67100 Strasbourg

Alsace Nature
8 rue Adèle Riton
67100 Strasbourg

Nous et les cochons.

**Pour un élevage respectueux et durable,
et un vrai bien-être pour les animaux.**



*pour reproduire des extraits ou dessins de cette plaquette,
merci de vous adresser à Anne Vonesch, Alsace Nature*



Un choix.
Productivisme qui délire, comme les finances,
 ou respect du vivant, condition fondamentale du développement durable.

Table des matières

Elevage de porcs : parlons vrai

Manifeste	Pour la reconnaissance de l'élevage du bien-être, respectueux et durable	p. 4
Crises	Filières grippées et leçons mal digérées <i>Dr. Anne Vonesch, Elevage-éthique</i>	p. 6
Eau	Agriculture et qualité de l'eau – inconciliables ? <i>Réseau Cohérence</i>	p. 8
Nourrir	Nourrir l'humanité ? Quels impacts pour la planète ? <i>Dr. Anne Vonesch, Elevage-éthique</i>	p.12
Economie	Analyse économique du porc sur paille <i>Tatiana Molé, Réseau Cohérence</i>	p.15
	Conjoncture : détresse en chiffres <i>Tatiana Molé, Réseau Cohérence</i>	p.22
Travail	Travailler en porcherie <i>Christine Tribondeau</i>	p.24
Animaux	Nourriture saine et durable ? Avec le bien-être de l'animal ! <i>Dr. Anne Vonesch, Elevage-éthique</i>	p.26

Opposition déterminée aux porcheries de type industriel

Déterminés !	p.40	Limoise	p.44	Saint Agil	p.44
Angrie	p.41	Munchhouse	p.43	Trebrievan	p.48
Arquenay	p.43	Obermodern-		St Gérard	
Chauvigny	p.41	Zutzendorf	p.44	de Vaux	p.51
Ittenheim	p.44	Printzheim	p.46	Vritz	p.51

Choisir en connaissance de porcheries

Le choix de produire et consommer autrement	p.54	Comprendre les étiquettes	p.60
En connaissance de porcherie	p.55	Les choix d'achat	p.64
Les choix du technicien	p.56	Les choix de l' élu	p.66
Partager la responsabilité	p.59	Pour en savoir plus	p.67
		Auteurs et associations	p.68

Manifeste pour un élevage respectueux et durable, et un vrai bien-être pour les animaux.

Certains parmi nous se sont rencontrés à Saint Mars La Jaille, le 13 décembre 2008, et d'autres se sont joints à nous, pour **dénoncer, ensemble, le caractère inacceptable des porcheries de type industriel.**

La vérité doit être dite. Le règne de la langue de bois doit tomber. La crise financière a montré à quel point les « experts » peuvent se tromper et induire en erreur, voire tromper les autres. Le système industriel des productions animales veut faire croire que les meilleurs gagnent, mais il est gangrené par la cupidité, l'irresponsabilité, les erreurs, au sein des grands groupes qui le tiennent.

Or il existe une minorité d'éleveurs qui, contre vents et marées, élèvent leurs porcs autrement : pas comme le prescrit le système dominant (qui voudrait faire croire qu'il est le seul possible et le seul efficace). Pas sur caillebotis intégral. Pas dans des cages. Pas avec des médicaments administrés

de façon systématique. Mais avec du savoir paysan, de l'humanité envers les animaux, et beaucoup de courage.

Oui, une minorité d'éleveurs résiste au modèle dominant. Certains laissent même leurs animaux profiter du plein air, et d'un environnement naturel – celui pour lequel les animaux sont faits.

Certains éleveurs ont su construire des débouchés appropriés, surtout via la vente directe.

D'autres se battent et font face à des obstacles disproportionnés pour initier et structurer des filières nouvelles, luttent contre les blocages, ignorances, et confusions volontairement entretenues sur ce qu'est un élevage de qualité. Ce sont autant d'efforts herculéens que ces éleveurs doivent sans cesse renouveler pour faire savoir en quoi leurs pratiques d'élevage sont différentes et en quoi elles sont respectueuses des principes d'un développement durable, solidaire, et plus humain. Devant l'inertie générale, certains abandonnent.

L'avenir est en jeu. Ce n'est pas seulement la continuation et l'extrapolation du présent.

L'avenir se construit non seulement en fonction d'intérêts économiques et de partis pris idéologiques, mais aussi de choix qui ont une dimension qualitative et éthique.

La crise financière et écologique secoue les certitudes.

L'agriculture aussi est secouée dans ses certitudes productivistes. Le discours néolibéral dominant depuis 20 ans, a fait long feu et doit s'ouvrir à la diversité des idées et des connaissances. Même à l'intérieur des organisations professionnelles cette ouverture est vécue par certains de leurs membres comme un soulagement, une libération. Il est temps.

L'agriculture s'apprête à faire face à de grandes mutations. Saura-t-elle en sortir grandie et retrouver le respect qui est dû à la grande noblesse de son activité : celle de nourrir les Hommes ?

C'est une question d'information, de compétence, de moralité, et, à tous les niveaux, c'est **une question de volonté politique.**

Les choix des porcheries qui se construiront en seront la réponse.

Soutenons l'élevage du bien-être, respectueux et durable.

Attention. Il y a urgence.

Nous nous engageons, ensemble,

- pour la reconnaissance de ces élevages durables,
- pour l'information des consommateurs afin que se propage dans nos sociétés une plus grande prise de conscience de nos responsabilités morales envers les animaux, les éleveurs et les générations à venir,
- pour des prix équitables qui imposent plus de moralisation des circuits de distribution,
- pour des aides publiques justement distribuées, pour ceux qui vont bien au delà de normes minimales, affligeantes, conçues sur mesure pour les systèmes industriels et l'agro-industrie,
- pour un travail de recherche scientifique qui enfin reconnaîtrait sa responsabilité morale envers les animaux et les éleveurs.

Oui, il est possible de produire et de consommer du porc de manière acceptable : moins, mais mieux.

Filières grippées, leçons mal digérées

Dr. Anne Vonesch, *Elevage-éthique*

Crise folle des vaches

Le productivisme laitier a dénaturé l'alimentation des vaches en les rendant carnivores, avec les conséquences que l'on sait. Alors on a décrété que désormais tous les animaux d'élevage doivent être végétariens, quel que soit leur régime naturel et (au nom de la qualité) quels que soient les troubles de santé occasionnés (p.ex. des dindes). Farines et graisses animales (même saines) ont été détruites, des sous-produits gaspillés en tant que déchets. **Mais le productivisme laitier se porte bien.**

Crise de la fièvre aphteuse

Ces bûchers d'animaux ont eu un impact psychologique. L'Europe envisage désormais des vaccinations, et l'OIE (Office International des Epizooties) commence à parler de protection des animaux. **Mais les stratégies sanitaires sont toujours dictées par les intérêts commerciaux.** Le commerce et le transport à distance des animaux continuent.

Grippe aviaire H5N1

Après qu'on ait tenté de faire endosser la faute aux oiseaux sauvages, les

dérives de l'élevage industriel, mondialisé, ont été reconnues coupables.

L'Europe a adopté une **directive pour la protection des poulets de chair nivelée par le bas, faite sur mesure pour le productivisme industriel.**

Grippe dite porcine H1N1

Quelles que soient la genèse et l'origine exacts du virus A/H1N1, la presse met, enfin, le doigt sur les conditions abominables de l'élevage industriel dépendant du géant Smithfield. **Or le système industriel est un système mondialisé unique, sans pitié ni scrupules même s'il y a des différences dans le niveau de pollution et de désinfection.**

L'environnement grippé

La digestion des vaches fabrique des gaz à effet de serre ; c'est pourquoi, au nom du climat et pour **pérenniser l'industrie laitière**, on cherche à modifier la rumination.

D'autres programmes de recherche de l'INRA veulent rendre végétariens les poissons d'élevage carnivores ; en effet, les mers pillées ne peuvent plus fournir les farines de poissons. Les terres, avec leurs protéines végétales, leur soja, développeront **l'industrie de l'aquaculture.**

Garder raison – et réfléchir

Il y en a assez, de réagir à un problème ponctuel, sans rien changer sur le fond, de tomber d'une erreur dans la suivante, d'un excès à l'autre.

Les modes d'élevage de demain doivent répondre aux défis de la santé et du respect de l'animal, tout comme ils doivent répondre au défi environnemental, au défi social, et à l'objectif premier qui est de nourrir l'humanité.

Ils ne pourront pas se passer d'une insertion harmonieuse dans les écosystèmes naturels.

Quant aux protéines d'origine animale, une règle s'impose :

MOINS, mais MIEUX.





Dans le vif du sujet : Agriculture et qualité de l'eau – inconciliables ?

par Jocelyn Thoraval

La réduction des pollutions d'origine agricole devient un enjeu primordial. Des mesures sont prises dans toute l'Europe pour la reconquête de la qualité de l'eau et l'agriculture est souvent dénoncée comme principale responsable des pollutions diffuses des eaux de surface et souterraines. En France, certaines régions, notamment la Bretagne, présentent des eaux de qualité très dégradée, principalement à cause de l'intensification et de la concentration des activités agricoles. L'altération de la qualité des eaux est lourde de conséquences, d'un point de vue économique et social (production d'eau potable, tourisme, économie...).

Le contexte breton

Le constat de la dégradation des eaux brutes est fait partout mais surtout en Bretagne qui, sur environ 6% de la Surface Agricole Utile (SAU) métropolitaine, concentre :

- 56% de la production de porc,
- 38% des volailles de chair,
- 45% des poules pondeuses,
- et près de 30% des bovins.

Ces élevages, majoritairement hors sol, contribuent très largement à la dégradation de l'état des eaux en particulier et de l'environnement en général. Il ne faut pas oublier, à côté de la problématique de l'eau, la pollution de l'air par l'ammoniac des élevages et par les différents traitements mettant en oeuvre de multiples « biocides »: pesticides, herbicides, insecticides,...qui restent en suspension dans l'air.

Les excédents de déchets (lisiers et autres) débordent aujourd'hui et les éleveurs ne savent pas comment s'en débarrasser, ce qui entraîne les problèmes bien connus de voisinage et de pollution. En Bretagne, certains secteurs tutoient les 300kg d'azote/ha alors que nous devons avoir un bon état écologique de l'eau en 2015.

En 2006, à l'occasion de la fermeture de 9 captages d'eau potable hors normes européennes (l'eau doit contenir moins de 25mg de nitrates, norme guide, ou 50mg, seuil de potabilité) nous avons assisté à des affrontements verbaux et des saccages de locaux (d'Eaux et Rivières de Bretagne notamment) par certains agriculteurs productivistes affirmant

ne pas pouvoir produire de légumes à moins de 250kg d'azote par hectare, car cela baisserait les rendements !

Devant ces violences et ce blocage de l'idéologie dominante, la pensée unique : « on ne peut faire autrement, c'est le progrès, il faut nourrir la planète... », il fallait trouver autre chose et faire des propositions qui puissent contrer le discours des dirigeants de la principale banque agricole, de l'industrie agro-alimentaire et agro-chimique en donnant des exemples concrets d'agricultures durables.

La nécessité d'un changement de pratiques

Le retour du lien au sol dans les élevages est une nécessité pour limiter l'impact des productions animales sur les territoires. Ses grands principes sont :

- Le respect d'une charge acceptable d'animaux par rapport à la SAU
- La production de la nourriture du cheptel sur l'exploitation

Il faudrait également mettre en place des pratiques culturelles cohérentes (on n'ose plus dire raisonnées tant le terme a été détourné par l'agro-business), avec une rotation des cultures dans l'assolement adaptée, pour éviter l'installation de parasites et l'épuisement des sols liés au retour trop rapide d'une même espèce sur les

parcelles. Il faut sortir de cette agriculture industrielle qui ruine les sols, l'eau, les paysans et empoisonne les consommateurs (vache folle, dioxine, OGM...).

Pour cela Cohérence propose 2 choses :

- Aller voir chez nos voisins allemands ce qui se pratique et s'en inspirer (pas la peine de réinventer l'eau chaude), notamment des exemples d'Ulm, Augsburg et Munich.
- Proposer aux agriculteurs volontaires, conscients de l'écart croissant entre eux et la population civile, une autre agriculture en les identifiant comme « agriculteurs durables ».

Par exemple, le 6 décembre 2008, nous avons rencontré un agriculteur à La poterie, près de Lamballe, qui cultive 20 ha pour alimenter ses cochons en apportant en tout et pour tout 46 kg d'azote/ha (provenant du fumier de ses cochons élevés sur paille !). C'est possible, ça marche, ça coûte moins cher en intrants et ça peut maintenir des emplois.

Autre exemple à Plouguenast près de Loudéac, un élevage de chèvres sur 80 ha est en GAEC avec 5 associés et 3 salariés.

A comparer avec la malheureuse UTH pour près de 100 ha en agriculture industrielle...

Reconquête de la qualité de l'eau : l'exemple allemand

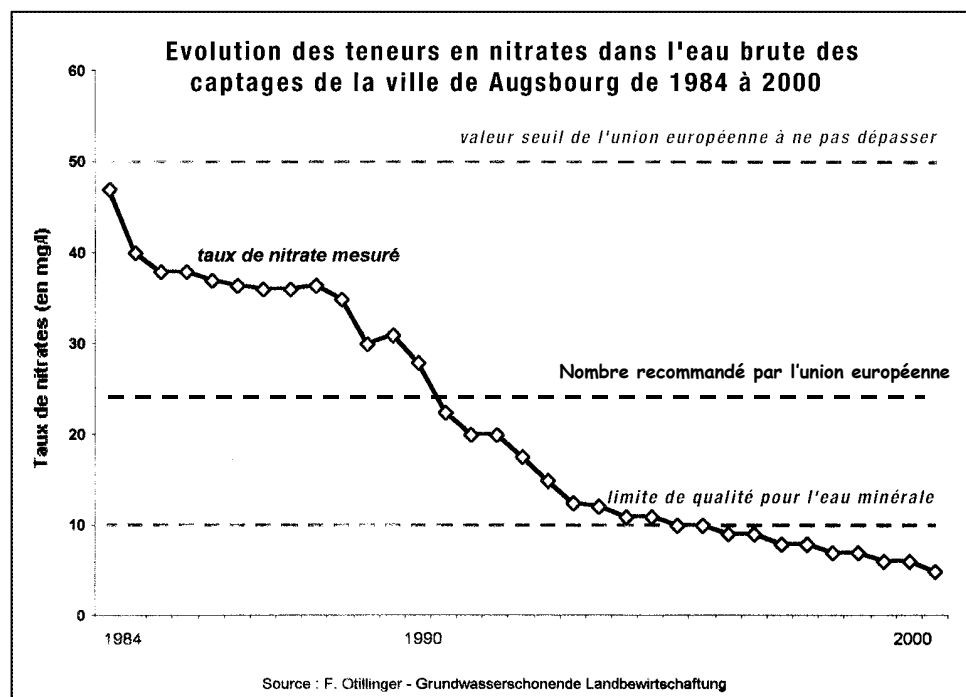
Il y a trente ans, les ressources en eau de la ville d'Augsbourg connaissaient le même sort que les eaux bretonnes, avec l'augmentation de leur teneur en pesticide et en nitrate.

En 1980, élus, agriculteurs, environnementalistes et consommateurs ont su se mettre autour d'une table et convenir qu'il était plus intelligent et moins coûteux de ne pas polluer que de laisser s'envoler les taux de nitrates et de pesticides, pour

ensuite devoir mettre en œuvre des traitements de plus en plus onéreux.

Les programmes de résorption ont bénéficié d'une vingtaine d'années de réflexions, de concertations, de recherches, d'expériences menées localement qui, aujourd'hui, servent de références et font tâche d'huile.

La courbe de régression des teneurs en nitrates de l'eau des captages qui alimentent Augsbourg (250 000 habitants, soit l'équivalent de la ville de Rennes ou Nantes) est le résultat exemplaire d'une politique de gestion des ressources, dans l'esprit du développement durable.



Il n'y a pas un agriculteur en moins dans la zone concernée ; les terres n'ont pas été « gelées » elles continuent à produire ...durablement.

Parallèlement, la ville de Munich incite depuis 1991 les agriculteurs situés dans la zone d'influence des points de captage d'eau (2 250 ha) à se convertir à l'agriculture biologique ou à s'engager en contractualisant des mesures agro-environnementales. L'investissement de la commune s'est traduit par un accompagnement technique par le biais des associations bios locales, et par un soutien financier. Au robinet des Munichois aujourd'hui : une eau pure et non traitée. Comment une agglomération de 1,3 million d'habitants (soit 1/3 de la population bretonne) peut-elle faire aujourd'hui l'économie de toute potabilisation de l'eau et éviter le recours aux eaux minérales et aux bouteilles en plastique ?

Dans ces deux cas, des aides importantes ont été accordées par les collectivités locales aux agriculteurs ayant choisi de changer réellement leurs pratiques sur la base de cahiers des charges précis. L'état verse 155€/ha/an, la ville de Munich complète l'apport avec 280€/ha/an pendant 6 ans puis 230€/ha/an les 12 années suivantes.

Pour atteindre l'objectif, rien n'a été négligé. Des filières de vente de produits, des marchés de proximité ont été mis en place : la ville de Munich est devenue le premier client des producteurs bios (crèches, établissements scolaires...). Le paiement des subventions se fait au vu des résultats mesurés par des analyses des sols et des eaux.

Aujourd'hui les résultats ne laissent place à aucune ambiguïté : 83% des 2250 ha de terres agricoles visées sont passées en bio. L'eau distribuée, sans traitement chimique préalable, présente une très faible teneur en nitrates et en pesticides : la concentration en nitrates a diminué de 43% et celle des phytosanitaires de 54%. La consommation d'eau en bouteille est quasiment nulle, ce qui réduit la collecte des bouteilles en plastique ; les consommateurs sont satisfaits, tout comme les industries de pointe et les firmes agro-alimentaires, tributaires d'une eau de qualité.

Enfin, il faut le souligner, la collectivité publique est gagnante sur le plan économique : la politique pro-agriculture biologique coûte environ 750 000 € par an, soit près de 1 ct/m³ d'eau distribué. Le coût équivalent de la dénitrification est évalué en France à environ 27 cts/m³.

Nourrir l'humanité ?

Dr. Anne Vonesch

Environ 900 millions de personnes ne mangent pas à leur faim. La principale raison est la pauvreté. En 2050 il y aurait 9 milliards d'hommes à nourrir. «Il faut environ 11 calories d'origine végétale pour produire une calorie de bœuf et de mouton, 8 calories pour une calorie de lait, et 4 calories pour une calorie de porc, de volaille ou d'œuf.» (source : M. Griffon, d'après Collomb et FAO)

Ces données sont à pondérer en fonction de la nature des aliments pour animaux : certains entrent en concurrence avec l'alimentation humaine (céréales, légumineuses...), d'autres non (herbe, certains sous-produits...). Leur impact sur les écosystèmes est aussi très variable.

Le tiers de la récolte mondiale de céréales sert à l'alimentation animale (source : FAO). En 2003, les animaux OECD ont consommé 3 fois plus de produits alimentaires végétaux que la population humaine de l'Afrique subsaharienne (Source : Agribiom, Agrimonde, INRA)

En Europe et en France, la consommation de viande tend à diminuer, ce qui est souhaitable pour prévenir certaines maladies. Mais il est prévu qu'elle augmente au niveau mondial, surtout en Asie,

en premier lieu en Chine. Est-ce viable ? Des pays riches d'Asie et du Proche Orient s'approprient des centaines de milliers d'hectares dans des pays pauvres.

En Afrique surtout, une alimentation plus riche en calories et protéines s'impose. Un habitant de l'OCDE consomme 125g de protéines (et 165g de lipides) par jour dont 71g (89g) sont d'origine animale. Pour un habitant de l'Afrique subsaharienne ce sont 12g sur 60g par jour pour les protéines (10g sur 48g pour les lipides), qui sont d'origine animale.

Mais l'élevage industriel n'est pas une réponse à la pauvreté, bien au contraire. L'importation en Afrique de produits issus de l'élevage et abattage industriels conduit à ruiner les paysanneries locales.

Produire pour nourrir signifie d'assurer des emplois et des revenus pour les paysans de tous les pays.

L'excès et la manière de production de viande, dans les systèmes industriels, pilotés de surplus par les gains financiers, accentuent et pérennisent la faim dans le monde.

Gaspillage et spéculation doivent s'arrêter.

...avec quel impact sur la planète ?

Les diverses pollutions par les élevages industriels de porcs et de volailles sont trop bien connues.

Suffirait-il de mieux répartir le même type de porcheries industrielles, sur le territoire et dans le monde ? Non. Dévastateur sur l'environnement et incubateur de maladies nouvelles, ce système fait l'impasse sur l'éthique et les valeurs sociétales. Pousser à l'intensification de l'élevage dans ces

conditions (c'est le cas d'un grand rapport FAO) interpelle : n'y a-t-il pas des doctrines économiques à l'œuvre ? Le modèle industriel des multinationales est le plus influent mais pas le seul possible.

Le point de vue de l'IAASTD est plus nuancé. En Afrique, l'agro-écologie répond à la faim. L'agriculture bio augmente les rendements. L'élevage local et autonome est pertinent.

Pollutions, problèmes	Impact
Nitrates : azote rejeté dans les effluents, engrais précieux, mais polluant majeur si en excès ;	Eau non potable → coûts ; eutrophisation des cours d'eau ; prolifération d'algues ; ... et condamnation de la France pour non respect des directives europ.
Ammoniac : forme volatilisée de l'azote des effluents, émise dans le bâtiment, au stockage, au compostage, à l'épandage.	transporté à distance, mais retombe (estimé à 60 % dans un rayon de 100km, acidifiant, et apport d'azote en Bretagne de l'ordre de 20kg/ha/an ; dans les bâtiments nuit à la santé animale et humaine
N2O : émis au compostage, à l'épandage, au labour	gaz à effet de serre puissant
Odeurs : dues à l'ammoniac et à de très nombreux composants, émis à l'élevage, à l'épandage	Nuisance importante si présence chronique, allant jusqu'à avoir un impact sur la santé ; perte de valeur de l'immobilier dans le voisinage
Phosphore : excrété	Fertilisant, risque d'eutrophisation pour l'eau
Cuivre, zinc : excrété en fonction des teneurs de l'aliment, favorise la croissance des animaux	L'accumulation peut entraîner la phyto-toxicité des sols
Poussières : produites par l'aliment et les animaux	Véhicule odeurs et agents infectieux, favorise maladies respiratoires
Pesticides : culture intensive de céréales → alimentation animale	Pollution de l'eau, de l'air, des sols Impacts sur la santé, et sur la biodiversité (abeilles)
OGM : dans l'alimentation animale	Impact sur la santé des animaux (s'il s'agit d'un pesticide) ; impact au lieu de la production (soja) : déforestation ; mainmise sur les semences
Médicaments	Diffusion de la multi-résistance aux antibiotiques, résidus divers (hormones...) dans l'eau et les sols
Impact psychosocial : compétition effrénée, brutalité, délocalisation	Abrutissement face à la souffrance, aliénation au travail, destruction des valeurs et du lien social, injustice

La Bretagne, avec son excès d'engrais organique, se trouve face à deux écueils de non-durabilité : soit elle garde trop d'azote et pollue l'eau, soit par divers traitements elle fait partir l'azote dans l'air (sous forme plus ou moins polluante) et gaspille un engrais précieux. Car l'engrais minéral acheté est vorace en énergie ! Exporter les effluents par camion produit aussi du CO2...

Les grandes unités industrielles risquent toujours de polluer. Elles restent fragiles. L'erreur est humaine, les techniques coûtent cher, les imprévus guettent, avec de nouveaux déséquilibres. Mais il y a de l'argent à gagner. **Et de l'argent public à ramasser !** Or rien ne remplace l'intégration dans les écosystèmes naturels. **La seule solution durable est la réduction du cheptel.**



Enquête : le coût de revient de l'engraissement de porcs sur litière

par Tatiana Molé

Présentation de l'étude

Evaluer les frais directs d'élevage de porcs sur litière et les comparer à ceux d'élevages conventionnels (sur caillebotis intégral).

L'étude apporte de nouveaux éléments de connaissances et d'appréciation de l'élevage sur litière et sur caillebotis, mais l'échantillon défini est trop restreint pour permettre un traitement statistique représentatif. Ce travail doit être regardé avec discernement, les résultats présentés ne peuvent faire office de références, il propose simplement de comparer les résultats des quelques élevages costarmoricaains enquêtés et d'identifier des facteurs explicatifs des différences observées entre les deux types d'ateliers.

Principaux résultats techniques

L'alimentation

Consommation/porc/jour = 2,32 kg (litière) et 2,17 kg (caillebotis).

Moyenne nationale = 2,24 kg

La croissance : le Gain Moyen Quotidien (GMQ)

GMQ/porc = 761 g (litière) et 765 g (caillebotis).

Moyenne nationale = 770 g

La rapport muscle/gras : le Taux de Viande Maigre (TVM)

TVM/porc = 61,6 % (litière) et 61,7 % (caillebotis).

Moyenne nationale = 61,5 %

Objectifs de l'étude :

- comprendre les différents systèmes
- aborder des aspects moins bien connus (temps de travail, pénibilité...)
- proposer des pistes de progrès pour l'élevage sur litière
- proposer aux candidats à l'installation de choisir un système en connaissance de cause.

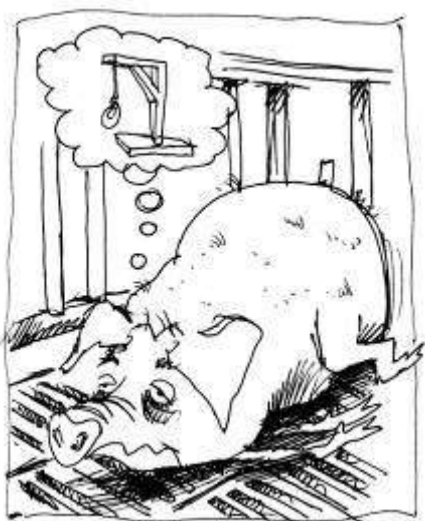
Présentation de l'échantillon enquêté :

14 ateliers d'engraissement répartis sur 11 fermes du 22 : 11 sur paille, 3 sur caillebotis.

- 6 Naisseurs-Engraisseurs
- 8 Engraisseurs

Caractéristiques techniques moyennes :

- SAU = 70ha (litière : 66, caillebotis : 86)
- UTH = 2,3
- Nb places = 414 (litière : 430, caillebotis: 350)



Les différences observées s'expliquent par le fait que les bâtiments sur paille sont souvent moins bien isolés : les animaux mobilisent plus d'énergie et font plus de gras pour se protéger du froid.

Les porcs sont aussi plus actifs sur litière : ils ont de l'espace pour courir et jouer, ils fouissent dans la paille... Ils consomment donc plus d'aliment et produisent moins de viande que les porcs conventionnels à apports énergétiques égaux.



Les porcs sur litière consomment plus d'aliment que ceux sur caillebotis (150g de plus par porc et par jour), les frais alimentaires sont donc plus élevés dans ce type d'élevage. Malgré cela, ils croissent moins vite : les porcs conventionnels gagnent 4 g de plus par jour que ceux élevés sur litière. Enfin, ces derniers déposent légèrement plus de gras. Toutefois, les performances des deux lots restent proches des références nationales.

Principaux résultats technico-économiques

Coût de l'aliment par kilo de croissance des porcs :

Coût /kg croît =
0,491 € (litière) et 0,436 € (caillebotis)

Taux de pertes d'animaux et de saisies de pièces à l'abattoir :

% pertes & saisies =
5% (litière) et 6,3% (caillebotis)

Moyenne nationale = 5%

Frais vétérinaires par kilo de croissance des porcs :

Frais véto/kg croît =
1,4 ct (litière) et 1,9 ct (caillebotis)

Produit financier dégagé par kilo de croissance des porcs :

Produit/kg croît =
1,411 € (litière) / 1,404 € (caillebotis)

Le coût de l'aliment par kilo de croissance des porcs sur litière est plus élevé car ils ont besoin de plus d'énergie pour produire un kilo de

viande que les porcs conventionnels, pour les raisons évoquées précédemment. Les élevages sur litière ont des taux de pertes d'animaux et de saisies de viande à l'abattoir moins importants que les porcs sur caillebotis : ils se blessent moins, les bagarres sont plus rares, et ils sont moins sujets aux maladies respiratoires que les porcs élevés en élevages confinés.

Les frais vétérinaires sont également moindres. En ce qui concerne la valorisation des produits, les élevages sur litière arrivent à dégager un produit financier légèrement supérieur à celui obtenu par les élevages conventionnels : la vente directe ou en circuits courts des produits permet de compenser des résultats techniques légèrement moins bons.

Evaluation du temps de travail

Temps total passé dans l'atelier par porc produit (en minutes) :

Tps total/porc = 19 minutes (litière) et 13 minutes (caillebotis)

Coût du travail par kilo de croissance des porcs (base = 11,31 €/h) :

Coût/kg croît = 4,2 ct (litière) et 2,9 ct (caillebotis)

Principaux postes augmentant le temps de travail en ateliers sur litière :

- **Paillage** : 2,3 min/porc (litière)
- **Curage du fumier** : 1,7 min/porc (litière)
- **Alimentation** : 3 min/porc (litière) et 2 min/porc (caillebotis)
- **Tri des animaux** : 2 min/porc (litière) et 1 min/porc (caillebotis)

L'élevage sur litière implique des tâches spécifiques (paillage, curage) qui augmentent le temps de travail par rapport à celui en élevage conventionnel. Les postes alimentation et tri y sont plus importants car les bâtiments sur litière

sont souvent moins équipés (pas de chaînes d'alimentation automatiques) et moins pratiques en terme de conception (pas de couloir de tri, cases plus grandes...). La pénibilité du tri des animaux en élevages sur litière a été soulignée par les éleveurs.

Synthèse des coûts observés

Les élevages sur litière enquêtés ont un prix d'achat de l'aliment supérieur à ceux sur caillebotis, sans doute lié à une moindre capacité de négociation avec les fournisseurs. De plus, les bâtiments d'élevages sur paille sont plus récents, et donc moins amortis, que ceux sur caillebotis. Enfin, les frais directs de l'élevage ne prennent pas en compte les achats d'intrants pour les cultures. Or, les élevages sur paille produisent un fumier substituable aux engrais et amendements achetés.

Pour lisser les différences entre les ateliers dues à des éléments sur lesquels l'éleveur n'a que peu de prises, nous avons fait le choix de niveler le coût de l'aliment et des bâtiments aux prix du premier semestre 2008 : 0,25€/kg d'aliment; 350 € par place en bâtiment litière et

380 € par place en bâtiment conventionnel. Nous prendrons en compte la valeur fertilisante des déjections en considérant qu'au minimum, la paille qui entre dans l'atelier vaut le fumier qui en sort.

Avec les prix de référence de 2008, les coûts d'aliments sont plus élevés de 4,7 centimes par kilo de croissance en systèmes d'élevage sur litière. Les frais d'élevage sont cependant moins élevés en systèmes sur litière que sur caillebotis : cela s'explique par un niveau d'équipement moindre, des interventions vétérinaires moins fréquentes, et surtout par la prise en compte de la valeur des fumiers pour la fertilisation des cultures. La différence de charges sur l'exploitation se limite à 1,9 centimes de plus par kilo de croissance en ateliers sur litière. Dans une approche plus globale, prenant en compte le temps de travail, les ateliers sur litière génèrent des charges supérieures de 3,6 centimes par kilo de croissance à celles d'ateliers sur caillebotis, soit près de 3 € par porc charcutier produit (un peu plus de 80 kg de croissance)



Coûts nivelés (2008) + échange paille - fumier	Moyenne 14 ateliers	Litière 11 ateliers	Caillebotis 3 ateliers
Ch. Op.	écart (+ / -)		
coût aliment / kg Croît - (aliment à 0,250 €/kg, 2008)	0,754 €	0,764 €	0,047 €
frais vétérinaires / kg Croît	0,015 €	0,014 €	-0,005 €
coût énergie directe / kg Croît	0,002 €	0,001 €	-0,005 €
frais d'élevage (y c. gestion dejec. hors litière)	0,007 €	0,007 €	-0,003 €
dont			
coût gestion déjections / kg Croît	0,006 €	0,006 €	-0,001 €
coût produits / kg Croît	0,001 €	0,001 €	-0,002 €
Ch. Str.			
Amortissement bâtiment / kg Croît - (bâti neuf 2008)	0,124 €	0,122 €	-0,010 €
Amortissement matériel / kg Croît	0,011 €	0,010 €	-0,005 €
Synthèse (hors coût travail)	0,914 €	0,918 €	0,019 €
Ch. Calculées			
Coût travail global / kg Croît (11,31€/h)	0,044 €	0,047 €	0,016 €
Synthèse coûts (y c. coût travail)	0,958 €	0,966 €	0,036 €

Pistes d'optimisation des ateliers d'engraissement de porcs sur litière

Des pistes d'optimisation des ateliers peuvent être proposées pour réduire les frais directs liés à l'engraissement de porcs sur paille :

Énergie : préférer la ventilation naturelle permet d'économiser 90% de l'énergie. Pour les bâtiments isolés et ventilés, soigner l'isolation et réchauffer l'air entrant peut permettre de grandes économies.

Installations : Pour réduire la durée et la pénibilité des tâches inhérentes à l'élevage sur litière (paillage, curage...) il est important de bien réfléchir à l'aménagement du

bâtiment et au choix des équipements intérieurs.

Frais vétérinaires : Bien nettoyer les salles entre les bandes permet de diminuer les pertes et de réduire l'usage de produits vétérinaires sur le cheptel.

Temps de paillage : En n'étalant pas la paille avant l'arrivée des porcs, l'éleveur s'épargne du temps de travail, et cette pratique favorise l'intégration des animaux.

Performances techniques : L'enregistrement systématique des interventions sur le troupeau ou les cultures permet d'identifier clairement les problèmes et de vérifier l'efficacité des solutions mises en oeuvre.

Litière et alimentation :
L'alimentation est le poste le plus important dans la constitution du coût de revient. Pour le réduire, le lien au sol de l'élevage est primordial. En produisant ses céréales, l'éleveur s'affranchit des cours fluctuants du

marché et produit sa litière, qu'il pourra valoriser ensuite sous forme de fumier sur les cultures. Ainsi, l'exploitation gagne en autonomie et les sols sont préservés, puisque la paille retourne sur les parcelles, enrichie des déjections animales

Synthèse de l'étude

On retiendra de cette étude que, sur l'échantillon étudié, l'écart entre les frais directs liés aux ateliers sur litière et à ceux sur caillebotis est assez faible. Les postes qui ont le plus de poids dans la différence observée sont l'alimentation, l'approvisionnement en litière et les charges de main d'œuvre.

Les performances techniques des ateliers sont proches, toutefois, les ateliers sur litière produisent des porcs légèrement plus gras et qui consomment plus d'aliment pour un croissance similaire. Après la mise en œuvre des 2 simulations proposées

pour gommer les effets de la capacité à négocier le prix de l'aliment, de l'amortissement des bâtiments et de l'achat de paille, on évalue qu'**un porc charcutier (environ 80 kg de carcasse) produit sur paille coûte 3 € plus cher qu'un autre élevé sur caillebotis** (seuls les frais directs ont été pris en compte). Il est possible de réduire ce surcoût, notamment en ayant un lien au sol plus important pour réduire le coût de l'aliment et de la litière et en optimisant la conception des bâtiments pour réduire le temps de travail.

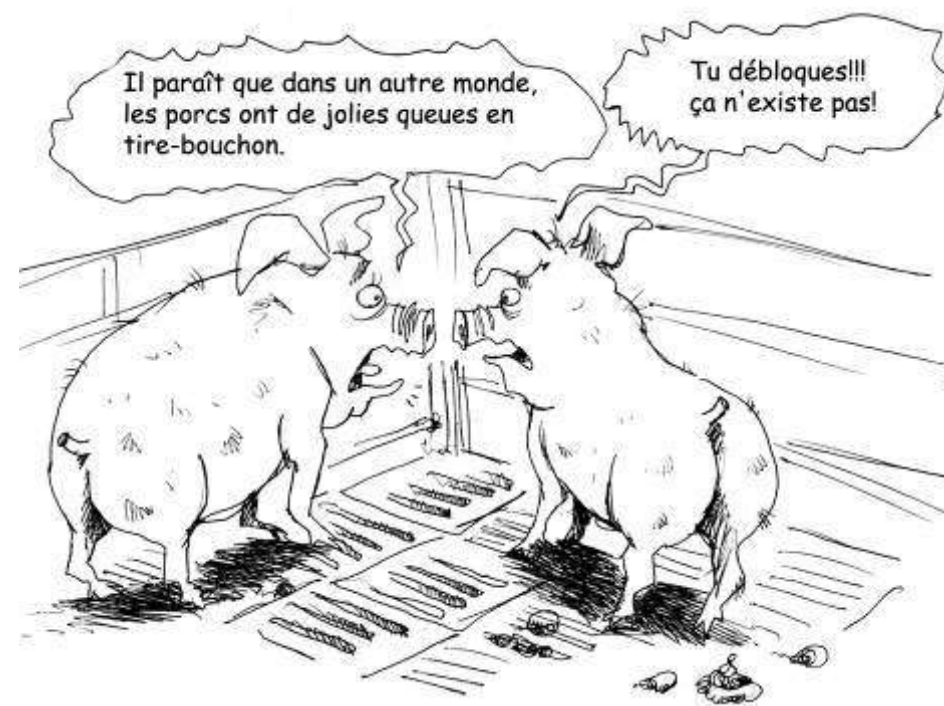


Pistes de réflexion supplémentaires

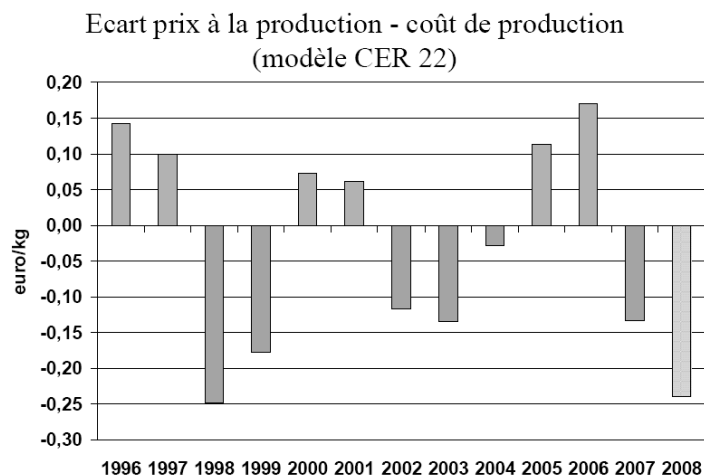
L'élevage sur litière permet un abatement d'azote important, qui peut être envisagé comme alternative au traitement du lisier (il faut compter environ 10 € par porc pour une station de traitement classique). Certains éleveurs enquêtés ont fait le choix de l'engraissement sur paille pour cette raison, et ne le regrettent pas. De plus, les ateliers sur paille génèrent très peu de nuisances olfactives.

Le fumier permet une économie d'intrants sur les cultures non

négligeable, surtout dans le contexte actuel de flambée des prix des engrais minéraux. L'apport de matière organique par le fumier ou le compost est très bénéfique aux sols bretons, qui en manquent souvent. Leur enrichissement en humus permet d'améliorer la vie du sol et sa structure, augmente sa capacité de rétention en eau, et ainsi limite le lessivage des nitrates et pesticides tout en améliorant les rendements.



Conjoncture : détresse en chiffres. Le cours du porc et les crises à répétition.



Jusqu'en 2001, la production porcine était soumise à des « **crises de production** » liées à un déséquilibre offre/demande. Mais globalement, en moyenne sur plusieurs années, la production restait rentable. Néanmoins, les crises n'étaient pas sans conséquences : **les exploitations les plus fragiles disparaissaient.** Pour d'autres, l'endettement grimpait, mais le redressement des cours permettait d'envisager la poursuite de l'activité... avec souvent le risque d'être rapidement fragilisées à la crise suivante.

Cette conjoncture a favorisé la concentration des élevages, dans des structures de plus en plus grandes, industrielles, où seules des performances techniques toujours meilleures ont permis de maintenir les élevages,

souvent au détriment du bien-être des salariés (obligation de résultat) et des animaux (hyper-prolificité des truies, confinement et rationnement des porcs).

Par la suite, c'est la nature des crises qui a changé. La crise est devenue « atypique ». La production a basculé dans la **crise « matières premières »** engendrant une flambée du prix de l'aliment. Le coût de revient affiche un niveau record à 1,54 €/kg en moyenne pour l'année 2008. Au cours du 2ème trimestre 2008, la barre de 1,60 € était atteinte avec un prix d'aliment à près de 270 €/tonne. Durant cette crise, le prix du porc au Marché du Porc Breton (MPB) a progressé pour s'établir à 1,415 €/kg en prix payé au producteur, soit près de 20 centimes en dessous du prix de revient. Le maillon production n'a

donc pas réussi à répercuter la hausse du coût de revient vers les acheteurs. Les éleveurs ont dû vendre leurs porcs à perte, certains ont du céder leur outil pour ne plus faire que de la production à façon, d'autres structures de taille moyenne ont été rachetées par les plus grosses. Malgré leur investissement pour atteindre un niveau de performance très élevé, les éleveurs n'ont pas vu leurs efforts récompensés. Beaucoup ont atteint un **taux d'endettement d'un niveau record** (plus de 70%), **qui les contraint à maintenir coûte que coûte des résultats optimaux, au prix de beaucoup de travail et de stress.** Les éleveurs qui auraient souhaité changer de système ne sont souvent pas à même de le faire, car trop endettés pour faire de nouveaux investissements.

Au cours de l'été 2008, les éleveurs ont entrevu un petit espoir de remontée des cours mais, depuis l'automne, la production porcine rencontre à nouveau des difficultés. La baisse de production ne semble pas suffire à faire remonter les prix. La **crise économique générale** perturbe les échanges et la consommation de viande. La suite de l'année 2009 sera décisive pour de nombreux producteurs car une partie d'entre eux arrive au bout des solutions de financement.

Au final, depuis la fin de l'été 2007 un élevage spécialisé de 200 truies a perdu en moyenne 100.000 euros soit

25 ct d'euro/kg en deux ans. Néanmoins, cette moyenne cache de fortes disparités. Les élevages qui ont les coûts de revient les plus élevés ont des pertes qui sont quasiment du double ! Actuellement, 15 à 20% des producteurs dépassent le taux d'endettement de 100%. Cette situation est déjà préoccupante, mais c'est surtout au niveau de la trésorerie que les chiffres se sont le plus dégradés. Les dettes à court terme dépassent largement les seuils habituels acceptés par les banques pour près d'un producteur sur trois.

Les producteurs ne pourront pas supporter de nouvelles pertes. L'année 2009 devient donc décisive : le cours du porc devra se redresser pour éviter de grosses difficultés. Les producteurs les plus fragiles ne pouvant plus s'endetter, sans amélioration des cours, les risques financiers vont monter en puissance. La profession pourrait se retrouver dans une situation inédite avec cet enchaînement de difficultés... ceci sans intégrer les éventuelles perturbations des marchés liés à la grippe A (H1N1) !!

Source : Douguet 2009, Paysan Breton hebdo, n° 8 mai -14 mai 2009, www.paysan-breton.fr

Le seul moyen de sortir durablement de ce système délirant et inhumain, c'est produire moins mais mieux. Des modes d'élevage respectueux et durables justifient une rémunération équitable. C'est là qu'il faut se battre !

Témoignage : Travailler en porcherie

Christine Tribondeau, ex- salariée en porcherie

Élever des porcs aujourd'hui. Difficile de savoir ce qui se passe derrière ces longueurs de bâtiment que l'on voit du bord des routes. Bâtiments clôturés, souvent interdits d'accès à toute personne étrangère à l'élevage. Pourquoi ne voit-on aucun animal à l'horizon ? Où sont les « hommes et femmes » qui y travaillent ?

Jocelyne Porcher, chercheur à l'INRA, considère qu'il ne s'agit plus là d'élevage mais de production industrielle. La production est organisée, tel un système, qui s'articule au rythme des cycles physiologiques de l'animal : de la reproduction des truies, à la croissance des porcs charcutiers « produits d'exploitation ». Ajouter à cela la conduite en bandes, l'organisation mise en place pour rationaliser le travail quantitatif auprès des animaux. Selon la taille des structures, les tâches sont réparties soit à la semaine soit sur 3 semaines. Pour les structures pratiquant le suivi des animaux en 3 semaines, les travaux sont répartis ainsi : 1 semaine de mises bas, 1 semaine de sevrage, et 1 semaine de saillies. Dans des unités industrielles de plusieurs centaines de truies, le travail est rationalisé à la journée et perpétué chaque semaine quelque soit

l'atelier de production que ce soit pour les truies ou pour les porcs en croissance. Cela peut sembler cohérent pour faciliter le travail, ce qui semble vrai jusqu'à une certaine limite. Mais de quelle limite parle-t-on ? Qui met la limite ?

Est-ce que les truies « déclenchées » trop tôt pour mettre bas le jeudi et qu'il a fallu fouiller pour extraire les porcelets ne seront-elles « disqualifiées - réformées » car inadaptées ? et une truie qui ne vient pas en chaleur assez vite, ne connaîtra-t-elle pas aussi le même sort ? A rationaliser le travail, l'animal n'existe plus en tant que tel. Est-ce que le technicien peut n'être que technicien et « remuer des n° », assister à des mises bas de « machines à produire » ? Que fait-il de ses ressentis par rapport aux réactions des animaux qu'il suit ?

Le technicien donne des soins aux animaux, comme on le cite précédemment. Il est là pour apporter à l'animal la nourriture, le confort, l'aide au développement avec l'objectif d'atteindre le stade de maturité. Des soins promulgués aux porcelets dès la naissance sont destinés à faciliter le développement de l'animal auprès de la truie. Aujourd'hui les producteurs sont

parvenus à sevrer des porcelets à quelques jours après leur naissance pour laisser place aux porcelets surnuméraires. La course à la production conduit à produire à « tout prix ». L'arrivée des truies hyperprolifériques qui produisent plus de porcelets qu'elles ne peuvent en élever (nombre de tétines limitées) a augmenté de façon significative le pourcentage de pertes sur nés totaux (porcelets chétifs, morts nés...).

Par ailleurs la concentration de centaines d'animaux sur un même site et dans un espace très limité (cf normes précitées ci-dessus) favorise les multiplications d'infections virales et microbiennes. Quand des passages viraux ou microbiens s'installent dans des ateliers, car les souches deviennent soit résistantes aux antibiotiques ou bien alors les virus mutent, la mortalité peut atteindre parfois le chiffre de 20% sur certains ateliers : le technicien éleveur ne devient-il pas alors équarisseur ?

Les soins font référence aux nombreuses interventions produites sur et envers les animaux. Le technicien castré les porcelets sans anesthésie, fouille les truies lors des mises-bas. Le vétérinaire n'est que prescripteur de médicaments.

Est-ce qu'un équilibre sanitaire peut s'envisager quand il y a des centaines d'animaux concentrés et enfermés sur un même site ?

Les « soins » ne sont que des palliatifs temporaires permettant d'assurer le cycle de vie « très accéléré » d'un porc charcutier sans objectif de parvenir à un équilibre constant d'une unité d'élevage.

Si l'on veut parler d'élevage et d'équilibre on doit parler de rythme biologique, de physiologie de l'animal et de conditions d'élevage adaptées au bien-être de l'éleveur et à celui de l'animal.



Nourriture saine et durable ? Avec le bien-être de l'animal !

Dr. Anne Vonesch

La nourriture, la santé, et le vivant

Notre nourriture est le grand marché de l'agro-alimentaire, où la concurrence est vive. La publicité utilise de plus en plus des arguments de santé. Les recommandations en termes de besoins et conseils nutritionnels sont influencées par les filières industrielles qui peuvent même entrer dans les écoles pour formater les consommateurs de demain et notamment les consommateurs de viande.

Il est donc utile de prendre un peu de distance et de la hauteur.

La santé, telle qu'elle est définie par l'Organisation Mondiale de la Santé, est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.

Rappelons que la santé constitue aussi un marché.

La nourriture et la santé nous renvoient à **une notion essentielle : le vivant**. Se nourrir, et produire de la nourriture, relèvent du vivant. **Les sols, les plantes, les animaux, et nous**, sont différentes formes du vivant qui dépendent les unes des autres.

Pour être en bonne santé, il ne suffit pas d'être « sans farines animales », « sans salmonelles », « sans mycotoxines », « sans parasites ».

L'état de santé est quelque chose de complexe, de fin, qui dépend de très nombreux facteurs qui interagissent.

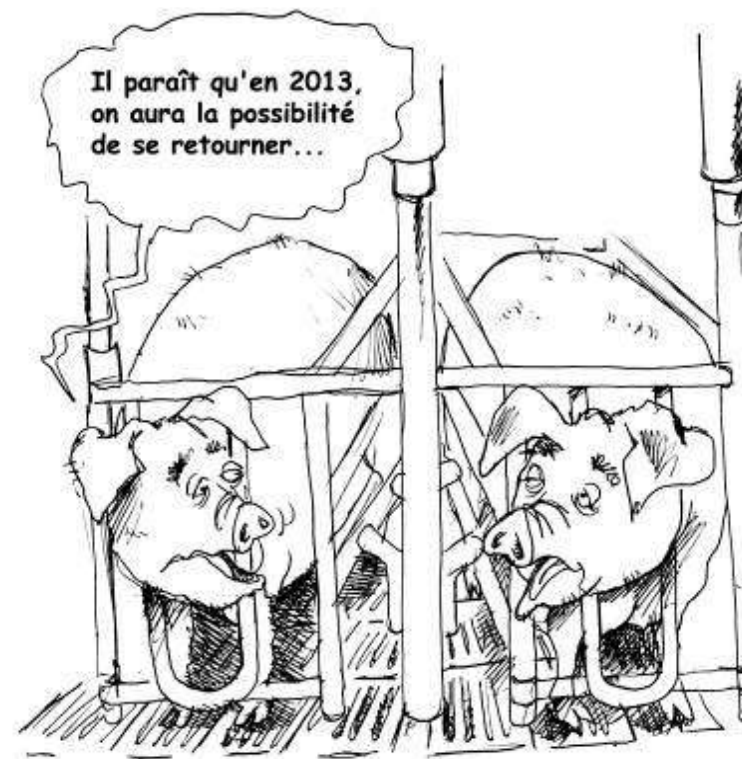
Quelles sont les conditions de base pour une bonne santé respectivement pour les sols, les plantes, les animaux, et nous ?

Pour les sols, l'élément clé est la vie du sol qui préserve sa fertilité. Au-delà de la présence de nutriments minéraux des plantes, il convient de veiller aux organismes vivants ; champignons, bactéries, vers de terre....

Pour les plantes, ce sont l'adaptation au milieu et la biodiversité, comme le conçoit l'agro-écologie. Au-delà des quintaux produits à l'hectare et du coût des intrants, il est pertinent de veiller à l'impact des cultures, aux interactions avec le milieu environnant, aux rotations, à la résistance des plantes aux agresseurs.

Les animaux ont en plus la sensibilité, la conscience, l'intelligence. Au-delà des kilos d'aliment consommé, des effluents produits, et des performances comptabilisés, il est pertinent de respecter leur bien-être physique et psychique, conformément à leur physiologie, à leurs comportements naturels, à leur sensibilité et intelligence, qu'il faut apprendre à respecter¹.

L'espèce humaine a en plus la culture et l'éthique. Au-delà des coûts et des échanges commerciaux, justice, solidarité, partage, paix, sont les principales conditions de la sécurité alimentaire des peuples. Elles correspondent à des qualités humaines. La durabilité se construit sur l'éthique. Or il n'y a pas d'éthique sans respect du vivant.



Le bien-être est pour les animaux ce que l'agro-écologie est pour les végétaux et l'éthique pour les sociétés humaines

	Éléments clés d'une bonne santé (exemples)	Comment évaluer l'état de santé de manière fine ? (exemples)
Sols	Vie du sol Fertilité	Compter vers de terre Entomologie
Plantes	Adaptation/milieu Biodiversité	Botanique Ecologie
Animaux Sensibilité Conscience	Bien-être (physique et psychique)	Intégrité physique Physiologie normale Ethologie
Nous Culture Éthique	Bien-être physique et psychique, Milieu de vie sain Paix, justice, solidarité Formation Responsabilité	Epidémiologie Ecoute Observation Sensibilité

	Ce qu'il faut arrêter (exemples)	Dans quel sens il faut innover (exemples)
Sols	Pesticides et autres pollutions Tassement Perte d'humus Erosion	Agro-écologie Couverture du sol Nonlabour Enrichissement en humus Gestion de l'eau
Plantes	Pesticides Monoculture	Variétés résistantes, auxiliaires, associations de plantes,
Animaux Sensibilité Conscience	Claustration Entassement Stress	Logement : espace et confort. Accès au plein air. Respect des liens sociaux.
Nous Culture Éthique	Conditions de travail stressantes et destructrices de la personne Concurrence extrême/prix Dangers et risques Pauvreté Injustice Pollution Changement climat Désinformation Gaspillage	Rythme et organisation du travail adaptés Sécurité Précaution Agriculture durable Respect des animaux Prix équitables Information indépendante Régionalisation Autonomie

Le bien-être de l'animal : qu'est-ce que c'est ?

La définition classique du bien-être animal est celui des 5 libertés
(Farm Animal Welfare Council)

Liberté de faim et de soif – par un accès aisé à de l'eau fraîche et à une alimentation qui maintient la pleine santé et force

Liberté d'inconfort – en mettant à disposition un environnement approprié, incluant un abri et une aire de repos confortable

Liberté de douleur, de blessure, et de maladie – par la prévention ou par un diagnostic et un traitement rapide

Liberté d'exprimer le comportement normal – en mettant à disposition suffisamment d'espace, un équipement approprié, et la compagnie de congénères

Liberté de peur et de détresse – en assurant des conditions et un traitement évitant la souffrance mentale



pas de stress → pas de cannibalisme
→ section des queues inutile

L'imposture du « bien-être » en élevage industriel

Prétendre que la production industrielle en claustration, à forte densité, assure du bien-être, relève de l'escroquerie. Le système favorise des lésions et maladies ; mais la vie des animaux est de toute manière courte. L'alimentation en concentrés

industriels n'est pas physiologique, les caillebotis ne sont pas confortables, les porcs ne s'amuse pas. La liberté d'exprimer le comportement normal n'est pas assurée. Stress et frustrations créent une souffrance mentale.

Les besoins comportementaux des porcs :

- **bouger**, marcher, courir
- se **reposer** confortablement, à l'abri
- **uriner et déféquer** en lieu adapté
- se réchauffer/ rafraîchir, se gratter...
- **explorer**, fouiller avec le **groin**,
- **trouver** de la **nourriture** (p.ex. paille)
- **jouer**
- avoir des **émotions agréables**
- **interagir** avec succès avec l'environnement, et **apprendre**
- **choisir** (T°, activités, lieu, compagnie des autres...)
- **groupe social** harmonieux, stable, avec les affinités, liens, amitiés

Santé et bien-être des porcs ? Apprenons à réfléchir

« **Il n’y a pas une truie qui puisse se retourner** ». C’est ce qu’on m’avait dit à la Chambre d’Agriculture du Département, il y a une douzaine d’années. C’est inacceptable.

« **Bouger c’est la santé !** » disent les campagnes actuelles concernant notre nutrition et santé. C’est tout aussi vrai pour les truies (et pour les vaches, veaux, poules, lapins et autres...) !

La vie d’une truie : produire sans repos

La cochette est une femelle qui n’a pas encore mis bas. Sa première insémination se fait vers l’âge de 8 mois. Chaque gestation dure 3 mois, 3 semaines et 3 jours. La lactation, jusqu’au sevrage des porcelets, dure 3 à 4 semaines (6 semaines en agriculture biologique). Il y a donc environ

2,3 portées par an. Entre le sevrage et l’insémination se passent environ 8-9 jours – le moins possible, ce temps de repos étant ‘improductif’. Chaque année, 40 % en moyenne des truies sont réformées : elles sont envoyées à l’abattoir parce que leur productivité n’est pas maximale.

Les truies gestantes : stress et frustration

Dans le système industriel dominant les truies pass(ai)ent leur vie immobilisées en cage.

Cela cause de la faiblesse musculaire, un mauvais état des membres, des blessures aux points de frottement, des infections urinaires, mammites, problèmes digestifs. Frustration et stress chronique sont importants, ce qui diminue l’immunité et favorise les maladies infectieuses et métaboliques. Un des prétextes (outre l’organisation industrielle du travail) pour immobiliser les truies était la crainte de bagarres entre elles. **Un bon éleveur sait gérer !**



Mise bas et allaitement, des comportements naturels

Quelque temps avant la mise bas, la truie a un besoin intense de construire un nid, en cherchant des matériaux appropriés (brindilles, herbes...), et de marcher des centaines de mètres, voire des kilomètres. C’est aussi ce qui facilite, et accélère, la mise bas.

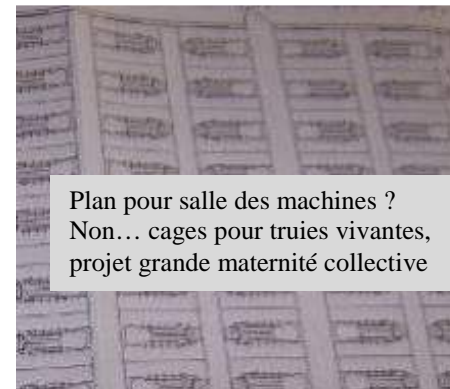
Une truie libre s’occupe de ses porcelets. Afin d’éviter l’écrasement des porcelets, le comportement normal consiste à ce que la truie, avant de se coucher, rassemble les porcelets, puis se pose prudemment. Elle réagit aussi aux cris.

En cage de mise-bas, la truie souffre



- elle n’a aucune occupation, est frustrée, avec stress chronique
- elle est immobilisée, ce qui est néfaste pour son organisme (cœur, poumons, muscles, articulations...)
- elle doit produire toujours plus de porcelets, toujours plus vite
- elle est victime de pathologies dues au système, et d’interventions douloureuses
- elle reçoit de nombreuses injections (risque d’infections, d’aiguilles cassées, ...)

Un éleveur qui aime et respecte ses animaux, ne PEUT PAS faire cela :



Plan pour salle des machines ?
Non... cages pour truies vivantes,
projet grande maternité collective

Certains pays ou cahiers des charges exigent des cases ‘liberté’



source : BAT

Ne confondez plus jamais les normes avec le bien-être

Une **nouvelle directive européenne** (91/630/CEE transcrite en droit français en 2003) **pour la protection des porcs**, est applicable pour tous en 2013. Elle **semble** interdire les cages individuelles (image ci-dessus), mais en réalité elle les autorise encore durant 2 ½ mois par cycle de production, donc un peu plus de 5 mois par an. En effet les cages individuelles restent autorisées après le sevrage, en phase d'insémination, et durant les 4 premières semaines de la gestation, ainsi qu'en maternité (avant mise-bas, mise-bas et lactation) où il n'y a encore eu **aucun progrès**. Elle **semble** interdire le caillebotis intégral pour les truies, en réalité le sol peut avoir au maximum 20 % d'ouvertures, réduites à 15 % pour l'aire de couchage, ce qui signifie

bien qu'il peut y avoir du caillebotis sur toute la surface. Elle oblige à donner du matériel manipulable pour tous les porcs, mais les truies n'y ont droit que lorsqu'elles sont en groupe. Or la moitié du temps elles peuvent être en cage individuelle, donc sans matériel manipulable. La directive **écrit** de donner du matériel pour faire un nid lors de la mise bas, mais ce n'est qu'une recommandation - qui reste vaine sur caillebotis. Pour les truies en groupe, les surfaces minimales sont de 2,25m² par truie (200-250 kg !); pour une case de 6 truies..... calculez, c'est serré ! Bref, **les normes minimales ont été adaptées aux pratiques de l'élevage industriel**. La directive sera révisée.

La mise aux normes s'impose – mais quels choix sont faits ?

Aussi mauvais que permis :



cages individuelles jusqu'à insémination + 4 semaines

gestantes en groupe

petit groupe, petite case, caillebotis intégral

Aussi bien que possible :



grande case, grand groupe, niches, paille, aucune fixation
source BAT

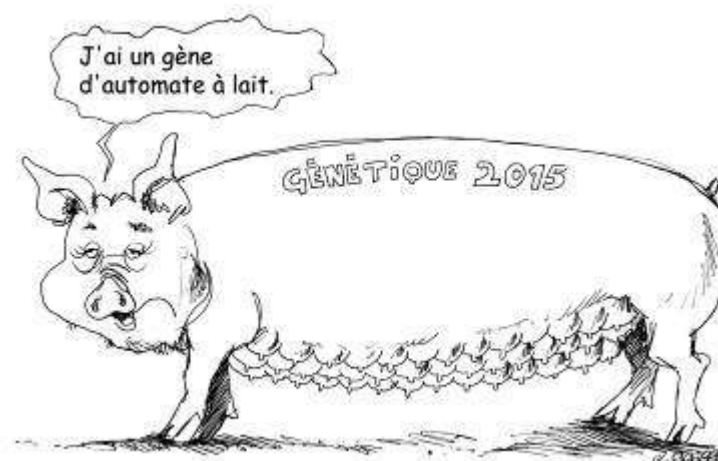
Truies libres de bouger à la mise-bas ? pourtant ça marche !

- En plein air : d'excellents résultats sont possibles (p.ex.PleinAirConcept)
- En Suisse : l'immobilisation de la truie est interdite (délai de transition). Il y a une longue expérience de mise bas en case liberté, grâce aux labels bien-être qui couvrent une part importante du marché. La mortalité globale des porcelets n'est pas supérieure en case liberté qu'en stalle bloquée (qui a un peu moins d'écrasés et un peu plus d'autres causes de mortalité).
- L'agriculture biologique interdit le blocage de la truie
- le modèle Thierry Schweitzer a fait ses preuves, il est reconnu, et imité à l'étranger.
- En France : très peu d'expérience en bâtiment, blocage psychologique, manque d'expérience, manque de savoir faire, recherche mal orientée (évolution en cours ?).

Sélection productiviste, un cercle vicieux à rompre

La **sélection** des truies s'est faite pour toujours plus de porcelets par truie. (De 1970 à 2008, la moyenne des porcelets sevrés/truie productive/an a passé de 16 à 27,5). Toujours plus vite, sans repos. Pour la **détention** dans des systèmes cruels et dépassés,

contre nature, avec **les pathologies induites** par le système et la sélection. La **mortalité des porcelets** (morts nés et nés vivants) a augmenté; c'est accepté, **tant que le bilan final est profitable**. Avec des truies-machines-à-mise-bas-jetables.



Engraissement : les normes ne sont pas du bien-être

La loi est adaptée aux pratiques de l'élevage industriel. La **surface minimale** à l'engraissement reste à 0,65m² par porc jusqu'à 110kg. Le **caillebotis intégral** reste autorisé. **Mais** la direc-

tive a tenté un progrès avec l'obligation de matériaux permettant aux porcs de fouir. Ce qui dérange : la paille bouche l'évacuation du lisier sous caillebotis. Le système **doit évoluer** !

Les médicaments servent l'insupportable

Les porcs ont toujours mal supporté les conditions d'élevage intensif en claustration. Sans antibiotiques, pas d'élevage concentrationnaire. Mais ensuite les bactéries sont devenues résistantes aux antibiotiques. Parce que ces précieux médicaments risquent de devenir inefficaces en médecine humaine, l'Europe interdit un antibiotique après l'autre en élevage, afin de limiter les résistances (les éleveurs de porcs sont porteurs de bactéries multirésistantes). Toutefois plus de la moitié des antibiotiques

vendus en élevage sont destinés aux porcs, avec 375mg par kg de poids vif (source : suivi des ventes des médicaments vétérinaires contenant des antibiotiques en France en 2007, AFSSA). Mais aussi de plus en plus de probiotiques, divers additifs etc, et beaucoup de vaccins et désinfectants, servent à pérenniser le système industriel. Il y a en effet un grand effort de recherche, sur l'alimentation animale, au sein de l'agro-business, pour jongler avec les compromis entre performances extrêmes et pathologies induites.

La loi ? Abracadabra ! la paille devient une chaîne !

Directive et arrêté

Tous les porcs doivent pouvoir accéder en permanence à une quantité suffisante de matériaux permettant des activités de recherche et de manipulation suffisantes, tels que la paille, le foin, la sciure de bois, le compost de champignons, la tourbe ou un mélange de ces matériaux, qui ne compromette pas la santé des animaux.

Fiche conditionnalité du Ministère

Tous les porcs doivent avoir accès en permanence à des matériaux permettant des activités de recherche et de manipulation (tels que la paille, le foin, la sciure de bois, le compost de champignon, la tourbe ou autres matériaux à condition qu'ils ne provoquent pas de blessure aux animaux.

Information aux éleveurs

IFIP : La liste des matériaux n'est pas figée; tout objet ou matériau satisfaisant ces exigences et qui ne compromet pas la santé des animaux est possible (ballon, chaîne, rondin de bois...)

PorcMagazine / Chambres d'Agriculture : Accès permanent à des matières manipulables : paille, sciure, foin ou à défaut d'une chaîne d'une corde ou d'un jouet (pas de liste fermée)

Il est interdit de sectionner les queues de manière systématique ! « les conditions d'ambiance ou les systèmes de conduite des élevages doivent être modifiés s'ils ne sont pas appropriés. »

Or les queues sont sectionnées de manière systématique. C'est enseigné. Est-ce qu'un certificat vétérinaire suffit pour être 'en règle' ? – Une bonne litière préviendrait le mal-être à la base...

L'élevage industriel favorise les maladies, par...

- densité et nombre des animaux, favorisant interactions, multiplication, mutations, et virulence des agents infectieux
- fragilité immunitaire due au stress chronique
- hyper-productivité sollicitant trop les divers organes
- mauvaise qualité de l'air → affections respiratoires
- alimentation non naturelle → affections digestives
- manque d'activité physique
- manque de stimulations (lumière, climat...)



La loi définit les dimensions des ouvertures et des pleins pour le caillebotis béton. Mais sur plastique ou fonte ?

Hygiène concentrationnaire : la doctrine de la supériorité du caillebotis intégral n'est pas validée

On n'arrête pas de nous raconter que l'élevage sur paille est à l'origine de risques sanitaires et que c'est en raison du « paquet hygiène » de l'Europe qu'il faut garder le caillebotis intégral, en l'occurrence séparer les animaux de leurs déjections. **Vrai ou faux ?** Cherchons... Les professionnels ont différents avis, parfois contradictoires chez la même personne :

- « la paille c'est mauvais » car contact avec les déjections
- cependant il est difficile de vraiment comparer, vu le peu d'élevages sur paille – « on ne sait pas vraiment ».
- il existe, incontestablement, « des élevages sur paille avec un excellent statut sanitaire ». **On sait faire !**

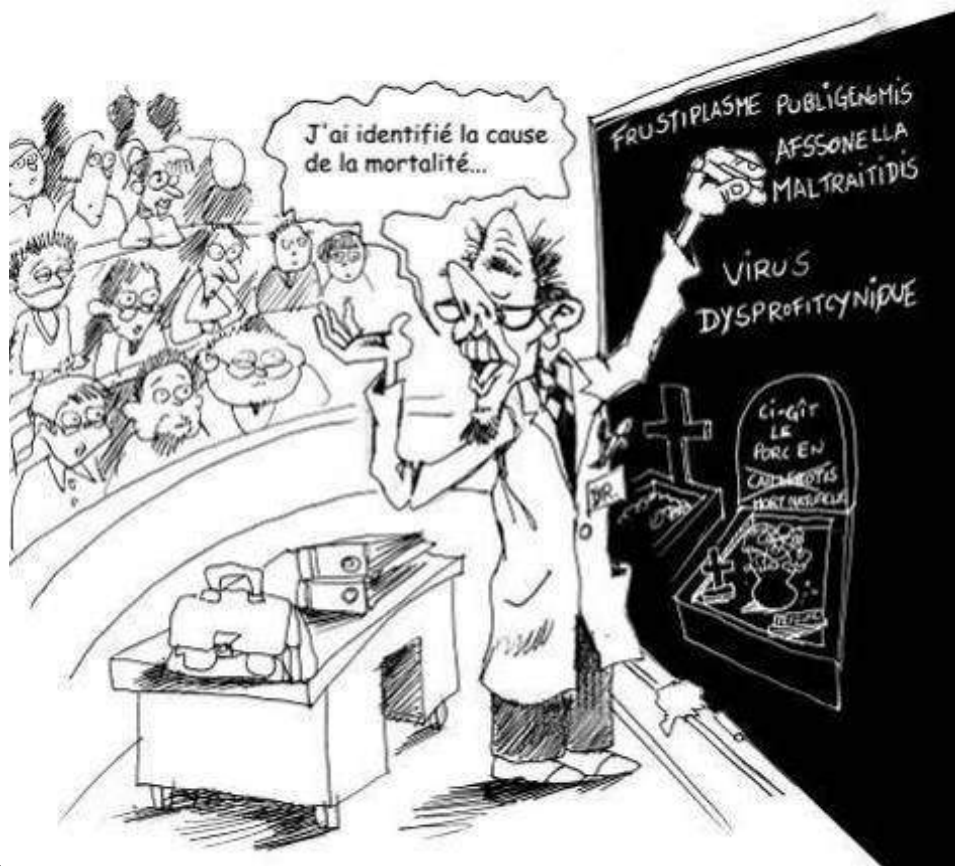
Il suffit de le vouloir (politiquement).

L'Opinion de l'EFSA 2007 sur la sécurité alimentaire dans les différents systèmes de logement des porcs reconnaît qu'il n'y a **pas de preuves.**

Le contact avec les déjections génère un risque. Les divers stress et lésions en élevage industriel génèrent aussi des risques.

Il y a une **grande variabilité à l'intérieur d'un même système.** Si des risques particuliers existent il faut prendre des mesures pour les réduire. -

Contrairement au système de caillebotis intégral avec petites cases, les faiblesses des systèmes alternatifs peuvent être corrigées.



La recherche est complice du mal-être des animaux

Tout en reconnaissant la valeur du travail de l'AFSSA, il est très dommage qu'elle ne prenne pas ses distances par rapport à des systèmes et procédés dépourvus d'éthique. L'AFSSA semble coopérer avec les intérêts industriels des productions animales en claustration (p.ex. vendeurs de systèmes de ventilation pour l'élevage).

L'INRA a évolué en matière de reconnaissance de la sensibilité de l'animal. Les conclusions sont incontournables ! Mais la méthodologie dite scientifique d'une « neutralité » (abrutissante) envers l'animal est un paquebot lent qui risque de couler avant d'avoir corrigé sa trajectoire au nom de l'éthique. L'histoire de la science nous le dira.

L'obsession par la génétique est porteuse de promesses, mais risque aussi d'anéantir toute confiance dans l'utilité sociale de la recherche en 'productions animales' (industrielles).

Quant à la recherche des **Instituts Techniques**, elle est marquée par les filières industrielles. Il faudra des évolutions significatives au niveau des personnes, et un effet d'entraînement par l'agriculture biologique, pour que les travaux fassent réellement progresser le bien-être et développent en priorité les élevages dits alternatifs.

Pour une recherche indépendante et éthique, POUR le bien-être, AVEC l'agriculture biologique

La zootechnie fait comme si l'animal n'était constitué que de systèmes digestifs et de reproduction, et de minéral pour l'industrie.

Mais les animaux ont aussi des cerveaux ! C'est le cerveau qui pilote l'organisme. La boussole du cerveau est le bien-être... qui conduit vers **une bonne santé et de bonnes performances**. Il faut :

- adapter le système à l'animal !
- abandonner le caillebotis intégral,

Recherche POUR l'animal = recherche POUR l'éleveur

La recherche liée à l'élevage industriel génère des produits et outils dont la plus value va à l'industrie amont et

Les **Journées de la Recherche Porcine** intéressent les fabricants d'aliments. Il existe un marché juteux pour ceux qui trouvent des formulations et des 'additifs zootechniques' pour remplacer des antibiotiques interdits – sensés contribuer à la survie des petits porcelets enlevés à leur mère et nourris contre nature, et améliorer le rendement du gain de poids quotidien. Idem pour le marché juteux des vaccins. Etudier la qualité de la viande dans un cadre aussi cynique apporte de l'eau au moulin du végétarisme.

- aller vers des bâtiments ouverts, des courettes, du plein air
- une **alimentation** physiologique, respectant les besoins comportementaux
- une **reproduction** sans excès, respectant physiologie et comportements
- **abandonner l'escroquerie** d'une attitude soi-disant d'« animalier » visant à exploiter la confiance de l'animal tout en le privant des libertés élémentaires et d'un environnement correspondant à sa nature.

aval. **Mais créer et valoriser du bien-être signifie plus-value pour l'éleveur !**

Progrès génétique et sanitaire ? Est-ce que tout est permis ?

C'est le programme des sélectionneurs d'obtenir des **porcs toujours plus productifs et adaptés à la transformation industrielle**. Les reproducteurs performants valent cher et sont de plus en plus menacés par des bactéries et virus. C'est pourquoi certains les font vivre **sous air filtré**. Des porcelets dits 'assainis' sont extraits stérilement, par **hystérectomie**, de leurs **mères sacrifiées**.

De même des verrats vivent en centres d'insémination artificielle '**protégés**'. Ils serviront à exporter la génétique française (p.ex. dans des pays comme la Russie et la Chine, réputés pour les droits de l'homme et la protection des animaux).

Au nom du sanitaire, une solution préconisée est de « dépeupler-repeupler » les élevages. L'intérêt serait économique.

Ne plus laisser respirer l'air naturel signe l'échec sanitaire.



Débat de société et gouvernance : quel espoir après l'échec ?

Les Rencontres Animal et Société dits 'Grenelle des animaux', ont eu lieu au Ministère de l'Agriculture au printemps 2008. Les seules mesures décidées pour les porcs ont été de valider les manières de tuer les porcs à l'exploitation (l'abattage technique', de plus en plus fréquent), et de poursuivre (encore) les travaux pour le transport des porcs vivants. En effet dans les grands élevages il y a quasi quotidiennement des animaux en souffrance, des animaux agonisants, des animaux improductifs. Il faut bien une 'technique' puisqu'une réelle euthanasie, par injection, faite par le vétérinaire, coûte trop cher. Et les abattoirs ne veulent plus d'animaux mal à pied – ce qui permet d'épargner transport et souffrances aux animaux.

Par ailleurs les porcs doivent continuer à être transportés, à distance, en fonction des opportunités commerciales ; il faut donc affronter les objections des protecteurs des animaux - et éviter une dégradation de la qualité de la viande par le stress.

Il n'a même pas été question d'**élevage « alternatif »**, c'est-à-dire de modes d'élevage **différents** du mode conventionnel, productiviste. C'est l'« alternatif » qu'il faut **soutenir** : l'**élevage biologique**, bien sûr, mais aussi les **autres élevages respectueux du bien-être de l'animal** qui n'ont pas (encore ?) fait la démarche de conversion globale vers le cahier des charges bio. Il est possible et nécessaire de **soutenir ces démarches volontaires...**

Nous attendons avec impatience une volonté politique et syndicale qui serait enfin ! digne d'un grand pays d'élevage, pour soutenir des démarches volontaires de bien-être animal supérieur aux normes minimales (ridicules).



Une opposition déterminée aux porcheries de type industriel

Cloisonnements et incohérences

Les projets de porcheries industrielles en France se font plus rares, en raison d'une conjoncture difficile.

Les projets qui restent sont souvent des projets de restructuration dont les acteurs croient encore au système industriel enseigné et propagé. Les industries de l'amont (aliment...) et de l'aval (abattoirs, transformateurs...) ont besoin de producteurs. L'approche des divers problèmes reste cloisonnée : pollution par les nitrates, pollution de l'air, pollution des sols,

mal-être animal, suppression d'emplois, problèmes de prix, de transparence et de répartition des marges, de recrutement de salariés,... Chaque problème est abordé – s'il n'est pas ignoré ! – avec des œillères quant au reste. Le seul élément qui semble être défendu avec force, coûte que coûte, est le modèle unique sur caillebotis intégral (qui est même subventionné par les PMPOA, programmes de maîtrise de la pollution...).



La France porcine au pilori

Dès 2001 la France a été condamnée par la Cour Européenne en raison de la **pollution des captages d'eau potable**. Sous la menace de lourdes amendes et astreintes, et au fil des procédures, elle a encore présenté un plan d'action en 2007 pour mettre ses captages aux normes en fin 2009. Rien n'est gagné.

Par ailleurs se pose la question de la pollution massive par **l'ammoniac volatilisé**. Il s'envole et se redépose, pour l'essentiel dans la région. Avec un impact qui n'est plus à négliger !

En 2009, plusieurs associations ont déposé une plainte auprès de la Com-

mission Européenne pour non application, par la France, de la directive pour la **protection des porcs**.

Lobbying fort, professionnel

Le Ministère mobilise encore en avril 2009 33 millions d'Euros pour venir en aide aux éleveurs de porcs en crise. La filière veut que l'Europe rétablisse les aides à l'exportation.

Un lobbying intense cible les élus et l'administration. Ainsi le Club des Amis du Cochon a réussi sa photo de groupe avec plus de 40 députés. Savent-ils vraiment ce qu'ils soutiennent ? N'ont-ils rien de mieux à faire pour leur pays ?

L'opposition déterminée aux porcheries, dans les villages

Angrie (Maine et Loire)

Angrie est une petite commune rurale dans l'Ouest du Maine et Loire, à 5 km de Candé.

De nombreux élevages industriels hors sol sont déjà installés sur les 4000ha de son territoire, en raison de ses sols schisteux, peu propices aux grandes cultures. L'Erdre qui prend sa source à une dizaine de kilomètres traverse son territoire, sa qualité est passable, voire mauvaise pour certains paramètres (nitrates).

En Octobre 2007, un projet de porcherie représentant 952 équivalents animaux et 1800m³ de lisier était présenté aux habitants par un agriculteur de la commune voisine, exploitant des terres en agriculture biologique ... mais désirant construire une porcherie industrielle sur les terres de ses voisins !

Douze mois après, la porcherie était construite, et la première bande est arrivée en Avril 2009.

Le lieu d'implantation se trouve à 4 km à l'Est d'Angrie, à proximité d'un hameau et de quelques vieilles fermes rénovés. Les terres d'épandages, dont certaines recevaient les boues de la station d'épuration du Choletais sont réparties sur trois communes, et traversées par 3 rivières : le Brionneau, la Biscaye et l'Erdre.

Les eaux des mares, des puits et des rivières de toute la zone sont copieusement polluées aux nitrates, métaux, pesticides et autres matières phosphorées.

L'enquête publique a été à l'origine de discussions animées.

L'association « **Candéen Patrimoine Environnement** » (initialement « Angrie Patrimoine Environnement ») s'est créée dans l'urgence pour informer population et élus et coordonner les démarches d'opposition à ce projet. Une pétition a circulé semant zizanie et conflits stériles, entraînant la fermeture prématurée de la boulangerie du village.

De nombreux courriers ont été adressés aux élus et décisionnaires de tous niveaux.

Les conseils municipaux des différentes mairies concernées par le projet ont été consultés et se sont tous opposés au projet, dont un à l'unanimité. Le Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques a demandé une étude hydrogéologique complémentaire pour mieux juger de l'état de la zone, mais a fina-

lement rendu un avis favorable. Tout comme le commissaire enquêteur, et enfin le préfet par son arrêté du 4/08/2008.

Nous avons alors compris, que quelle que soit l'ampleur de la mobilisation, l'engagement seul du porteur de projet à respecter la réglementation était suffisant pour obtenir l'accord des autorités.

Début Août 2009, la période des épandages approche, et déjà en périodes de fortes chaleurs de désagréables odeurs planent autour de la porcherie. Les mouches sont plus présentes que jamais, même à plusieurs centaines de mètres, et le défilé des camions d'aliments est ininterrompu. Bientôt les énormes tracteurs équipés de leurs pendillards officieront, et des centaines de tonnes de lisier voyageront plusieurs kilomètres sur nos routes pour rejoindre les terres d'épandage sur les communes voisines, puis les rivières aux premières pluies.

De son côté l'association a transmis l'ensemble du dossier à un juriste spécialiste en droit de l'environnement et un recours au tribunal administratif a été déposé afin de faire fermer cette usine à lisier. Un signal fort pour les autres industriels qui ne cessent de développer des projets similaires dans les communes voisines.

Pour en savoir plus, consultez le site de l'association : www.cpe49.free.fr.

Olivier Borg

Arquenay (Mayenne)

Un projet de porcherie, porté par 8 associés, regrouperait 1 200 truies et produirait 28 000 porcelets par an.

Une **association d'opposants** s'est constituée, avec comme nom « **Jamais de porcherie industrielle à Arquenay** ».

Il y a eu 1196 dépositions à l'enquête publique, et 65 % des habitants ont signé la pétition contre le projet. Le Conseil Municipal est opposé. Le Commissaire enquêteur a pris position pour le projet ; c'était un ancien technicien d'élevage et membre de la Chambre d'Agriculture.

L'association s'inquiète des nuisances pour les habitations à proximité, et surtout de l'impact sur la qualité de l'eau. Selon les calculs il faudrait 364 hectares pour épandre 6 700 m³ de lisier par an. Or les eaux souterraines et de surface sont déjà atteintes par les pollutions par les nitrates. Les cours d'eau présentent aussi des concentrations excessives de phosphore. Le plan d'épandage ne tient pas compte de l'aptitude des sols à l'épandage, ni des impératifs de protection de l'eau et des ZNIEFF et zones humides. Le rapport d'un expert indépendant a confirmé les failles du plan d'épandage.

Curieusement, parmi les administrations, les DSV (Direction Départementale des Services Vétérinaires) sont

particulièrement favorables à ce genre de projets.

L'acceptation d'un tel projet géant par le Conseil Général, et éventuellement par l'administration, ne peut que traduire un manque de prévoyance et interpelle quant à une gouvernance qui cède à des intérêts économiques à court terme, fort discutables mais sachant s'imposer.

En l'été 2009, la décision du Préfet est encore en attente.

En cas d'autorisation, Mayenne Nature Environnement est prête pour un recours au tribunal administratif.

L'association des opposants sympathise avec des élevages alternatifs, durables, et biologiques.

Chauvigny (Vienne)

L'**A.C.I.P.E (Association Citoyenne pour la Protection de l'Environnement)** se mobilise contre un gros projet de porcherie industrielle.



Voici l'impact sur l'environnement (d'après Michel Caillon) :

Le projet d'élevage porcin de Chantegeay, commune de Chauvigny, prévoit un engraissement de 18 720 animaux par an avec un épandage de lisier à raison de 12 240 m³ par an sur une surface de 526 ha, sur un plateau à l'Est de la vallée de la Vienne. La côte du plateau est entaillée de ravins donnant p.ex. sur la vallée du Teil avec une ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique) avec lys martagon, scille à deux feuilles et carex digité. Le plateau alimente une nappe aquifère. Sur le plateau se trouvent aussi des formations d'origine tertiaire à caractère imperméable où les eaux de pluie stagnent ou alimentent des mares. Le ruissellement y est amplifié par le drainage. Les épisodes torrentiels peuvent contaminer la nappe qui est exposée à diverses fuites et infiltrations possibles. Les mares sont particulièrement fragiles à l'eutrophisation, et abritent 13 espèces de batraciens, des libellules (rares), et la cistude d'Europe, espèces protégées voire en voie de disparition.

Le préfet a autorisé l'exploitation de cette porcherie, en flagrante contradiction avec la lutte contre la pollution par les nitrates, les matières phosphorées et organiques, avec la préservation de la biodiversité, avec les objectifs d'une agriculture durable. L'ACIPE ne laisse pas faire. Les séances du Conseil Municipal sont

houleuses. Ségolène Royal et Europe Ecologie sont saisies.

La bataille juridique contre cette autorisation est en cours (voir le site de l'ACIPE).

L'ACIPE a visité un élevage de porcs en agriculture biologique ; sans hésitation, elle soutient ce mode d'élevage.

Ittenheim (Bas-Rhin)

L'extension de la porcherie sur caillebotis ne s'est pas faite. Nous sommes en milieu périurbain, près de Strasbourg. L'opposition a été massive, avec l'**association ALIZE – Ackerland Lisier Zéro** -, et le Maire et son Conseil Municipal ont menacé de démissionner en cas d'autorisation préfectorale – de quoi aider le préfet à temporiser ! Un procès est en cours.

Limoise (Allier)

L'extension d'un élevage intensif bovin et porcin en GAEC prévoit de passer à 630 truies et 375 bovins (200 vaches laitières). Cela signifie un épandage annuel de 15690 m³ de lisier, en zone vulnérable, et autour de Franchesse, où l'homologation pour l'embouteillage d'eau de source vient d'être donnée. Un **collectif « Bocage, élevage sensible »** s'est créé. Il refuse non seulement les nuisances, mais aussi la destruction du paysage bocager par arrachage des haies et

chênes centenaires, et dénonce l'impossibilité pour un jeune agriculteur de s'installer vu la mainmise des grands sur les hectares

disponibles. Mais c'est «OUI aux élevages respectueux de l'environnement, de la qualité de la production, des animaux, et créateurs d'emplois».



Munchhouse (Haut-Rhin)

Depuis 1996 la population de Munchhouse et des environs combat un projet de porcherie de 8272 porcs en présence simultanée. Une bataille juridique est menée depuis cette date par la commune de Munchhouse et depuis 2006 par les communes de Munchhouse, Roggenhouse, Hirtzfelden et Rustenhart qui partagent le même château d'eau, le syndicat des eaux des 4 communes et l'**association « Hardt Environnement »** créée en 2006 en réaction à la délivrance d'un nouveau permis d'exploiter. Malgré **une manifestation de 1500 personnes**, rassemblant la population, l'ensemble des mouvements politiques et de nombreuses

associations et syndicats, malgré la consultation de la population de Munchhouse qui c'est exprimée en novembre 2006 lors d'un vote à 92% contre le projet, malgré le dépôt d'une pétition rassemblant plus de 17000 signatures en préfecture de Colmar, cette porcherie industrielle reste d'actualité. Au nom de quelle logique peut-on autoriser l'épandage du lisier sur des sols que même l'Institut Technique du Porc reconnaît comme inaptes à cet usage ?

Quel respect de l'environnement alors que les 16000 porcs annuels de cette usine à viande rejettent 48 tonnes d'ammoniaque gazeux par an.

Hardt Environnement a organisé une réunion publique avec la PMAF. L'association soutient une production

de porcs alternative, biologique, en vente directe et AMAP, ainsi que la petite filière de Thierry Schweitzer qui commence à vendre dans le Haut-Rhin.

Paul
Noehringer,
Président d'Hardt
Environnement



Munchhouse

Obermodern-Zutzendorf (Bas-Rhin)

Il s'agissait d'une extension de porcherie à 314 truies et 7300 porcs produits par an. Le dossier d'enquête publique est rédigé en langue de bois, avec maintes petites inexactitudes. Le requérant est adjoint au Maire, dans un milieu agricole. L'opposition étant faible, la porcherie fut construite. Au mois d'août, c'est la surprise : l'épandage a l'odeur des promesses mal tenues. D'énormes quantités de lisier doivent être traitées en quelques jours - la cuve est pleine !

Printzheim (Bas-Rhin)

A Printzheim, le Commissaire Enquêteur a donné un avis défavorable à l'extension de la porcherie, pour des raisons de nuisances - l'odeur envahissant le village, à la sortie de la réunion publique, était révélatrice ! - et aussi pour des raisons de bien-être

animal (après visite de l'élevage existant), car il doit, en effet, être possible d'élever des porcs autrement. Les Services Vétérinaires, instruisent le dossier sans tenir compte de l'avis défavorable.

Saint Agil (Loir-et-Cher)

Le projet de porcherie industrielle de Saint Agil se situe en bordure du Parc Naturel Régional du Perche. Il s'agit d'une maternité avec 900 truies, 71 cochettes et 4 verrats, détenus sur caillebotis. La production prévue est de 20 000 porcelets par an. Les actionnaires sont des éleveurs du Loir et Cher, de la Mayenne, de la Sarthe et de l'Orne, où se trouveraient les porcheries d'engraissement. Les porcs seraient vendus en VPF (viande porcine française). Le lisier est estimé à 5000 m³ par an, les surfaces d'épandage à 150 ha.

L'enquête publique s'est tenue à la mairie de St Agil du 15 avril au 16 mai 2008 et s'est conclue par un avis

favorable avec recommandations de la part du commissaire enquêteur. La population et les associations ont exprimé leur vive inquiétude et leur mécontentement par 86 observations, 27 lettres et 3 pétitions. Une **manifestation** le 9 mai, en présence de Maurice Leroy, député et président du conseil général, de 3 maires et de nombreux conseillers, a réuni 200 personnes. Sur les 9 communes concernées, 7 ont émis par délibération un avis défavorable sur le projet.

Le territoire de Saint Agil est classé en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole. La qualité de l'eau s'y est même aggravée : dépassant déjà 25 mg/l en 2000, elle atteint 40-50mg/l en 2007. En pesticides elle dépasse aussi les normes. A noter que les captages les plus pollués sont progressivement abandonnés !

C'est la DDE qui instruit le permis de construire. La commune a voté contre le projet.

Le CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) a donné un avis défavorable. Mais le Préfet a autorisé le projet le 8 juin 2009 : "J'ai considéré que ce dossier présentait un véritable intérêt pour l'élevage porcin dans le secteur explique-t-il, les conditions d'exploitation s'avèrent satisfaisantes en ce qui concerne l'environnement, les nappes souterraines et la préservation du cadre de vie des riverains" (source : Plus FM 9 juin 2009)

Les Verts 41 ne le voient pas de cette manière : « L'argumentaire du préfet Galli (...) est le signe d'une grande méconnaissance de la situation de la filière porcine : la crise du porc est le résultat d'une surproduction organisée depuis des décennies offrant un boulevard à la grande distribution pour écraser les prix d'achat et ne permettant pas aux producteurs de vivre de leur travail. Pour sortir de cette logique destructrice d'emplois et de milieux naturels, il faut au contraire stopper la concentration des élevages de milliers d'animaux. Les Verts 41 sont favorables au soutien d'une agriculture paysanne en harmonie avec l'environnement, pour une production tournée vers des marchés locaux. » Et dénoncent « le revirement du député-président-ex-futur ministre de l'agriculture Maurice Leroy qui soutient démagogiquement cette décision » !

De même, **Perche Nature** préfère encourager, à l'inverse de ce projet agro-industriel, une véritable agriculture durable à échelle humaine et respectueuse du patrimoine où l'aspect financier n'est pas le seul objectif. Perche Nature dénonce aussi le fossé grandissant entre les discours soit disant « prise de conscience environnementale » et les actes pris.

L'Association Intercommunale pour la Sauvegarde de l'Environnement envisage un recours.

Trebrivan (Côtes-d'Armor)

Augmenter la production porcine industrielle et ses pollutions associées, intégrer la filière en période de crise ! Un prétexte tout trouvé : 'le bien être animal', dans une Bretagne polluée (algues vertes et autres).



1^{er} projet : 907 truies, 1198 places, 23582 porcelets, 3402 places « animaux équivalents », 5905 m3 de stockage de lisier, 5693 m3 de lisier annuel, épandage sur environ 90 ha. Les élus locaux sont favorables à ce projet industriel qui remplacerait un petit élevage de poules « plein air » et serait moderne dans son productivisme.

Une association d'opposition se crée : « **Sous le vent, les pieds sur terre** ». Dans un premier temps le dossier est retiré, puis une 2^{ème} enquête publique a lieu en février-mars 2009.

2^{ème} projet : 883 truies, 1134 places, 3210 places « animaux équivalents », 22958 porcelets, 4991 m3 de stockage de lisier, 5386 m3 de lisier annuel, épandages sur 400 ha dans un rayon de 15 km.

Les motivations annoncées

- mise aux normes 'bien être animal' de 4 ou 5 porcheries Hors Sol distantes de 60 km
- synergie en intégrant une filière « agro-industrielle » qui fournira tout : aliments à base de soja OGM, médicaments, pilotage technique, achat des porcs pour les abattoirs de la filière
- création d'emplois dans une zone en déshérence (!!!) en industrialisant
- augmentation de 40% de la production de « petits producteurs »

S'inscrire dans la modernité en intégrant l'élevage hors sol productiviste car il faut nourrir l'humanité entière : voilà, entre autres, les propos qui nous sont assésés !

Après analyse :

- la **holding financière** SOFIPROTEOL a racheté le groupe « GLON - SANDERS » et veut à très court terme augmenter sa production de porcs charcutiers de 400 000 têtes/an. Ne pouvant, de par la loi, élever en direct, il lui faut des FACONNIERS HORS SOL ayant statut agricole.
- récupérer des « **droits à produire** » associés à des « droits à épandre des déchets » est actuellement légal en France au mépris de toutes les remontrances de l'UE (algues vertes, dates d'épandage suivant la nature des sols ...). L'externalisation des déchets de l'élevage hors sol est admis sans la moindre contrainte autre que déclarative, jamais contrôlée ! Quid du principe « pollueur- payeur » appliqué à tous ?
- La **Confédération paysanne** dénonce les problèmes de concurrence sur les terres d'épandage avec les éleveurs en place, et l'accentuation des restructurations qui provoque la désertification agricole et les pertes d'emploi.
- Nous y ajoutons l'**accumulation du phosphore, de cuivre et de zinc, la destruction des talus, l'érosion et la désertification** de la Bretagne : ce n'est déjà plus une terre de bocage. Les nitrates, volontairement sous-évalués,

nourriront de plus en plus d'**algues vertes**.

- A coup de promesses, **SOFIPROTEOL** se charge de tout : trouver les droits, monter les projets, concevoir les bâtiments, prendre des parts dans les SCEA, convaincre les banques, etc.
- Les « **petits porchers indépendants** » ne se rendent pas compte qu'ils ne seront que des esclaves exécutants, qu'ils devront supporter toutes les conséquences de leurs emprunts, qu'ils seront contraints de rogner sur tout pour maintenir une **marge financière** (gérée par l'agro-business) en attendant la délocalisation vers d'autres pays. Etc.



Ce que l'on trouve dans le projet :

- Des bâtiments style années 80 sur caillebotis avec fosses à ammoniac
- Aucun souci de l'énergie, aucune notion d'économie d'énergie
- Une « mise aux normes 2013 » (Arrêté du 16 janvier 2003, appliqué a minima) mais pas de vraie connotation 'bien être animal': « Les truies gestantes seront placées en groupe avec stalle de blocage répondant à la norme 'bien-être', etc.) »

Ces éleveurs n'ont plus le moindre respect pour leurs animaux et, sous couvert de modernité, présentent un projet obsolète d'un autre siècle, les gripes aviaires et porcines sont là pour nous le rappeler.

Conclusion :

La « mise aux normes 2013 » est un prétexte utilisé actuellement par l'Agrobizz pour intégrer la filière hors sol, augmenter de 25 à 50% la production et profiter de cette période intermédiaire pour construire de véritables usines (sous statut « MSA », non responsables de leurs pollutions et maltraitements), sachant que ce qui sera en place sera ensuite, ipso facto, régularisé et subventionné pour encore plus polluer..

Le bien-être animal est une notion inconnue des façonniers hors sol ; ils n'ont plus de relation avec la terre et les animaux : ils ne dépendent que des banques et de l'Agrobizz, tout en

prétendant vouloir nourrir 9 milliards d'humains !

Est-ce la fin programmée des élevages à taille humaine, les seuls capables de créer des emplois et non de les détruire, est-ce la fin du bocage breton ?

Est-ce le début de la « valorisation industrielle » des algues vertes, nouvelle production phare de la Bretagne ?

Il est tragique que des éleveurs puissent se suicider, parce qu'ils ne peuvent plus supporter une situation de crises, de souffrances, de doutes. Que les éleveurs puissent réaliser tout le mal qu'ils font aux animaux, à la nature et à eux-mêmes et trouver la voie pour se reconvertir dans le durable, le vrai, pas l'Agrobizz recouvert d'un coup de peinture verte.

Augmenter la production porcine bretonne sous la coupe de sociétés financières permettra-t-il de dépolluer la Bretagne et de respecter les animaux * ?

Va-t-on vers un avenir glauque, ou bien, associations et élus sauront-ils faire entendre raison à quelques lobbies ultra-minoritaires mais puissants et aux privilèges exorbitants, dénis de la démocratie ?

(*) : Taux de renouvellement par épuisement des truies : 50%

*André LE GALL, association
Sous le vent, les pieds sur terre*

Dessins : Alain Goutal

St-Gérard-de-Vaux (Allier)

Encore un projet qui ne sent pas bon le développement durable !

Il s'agit d'un projet d'extension d'une porcherie hors sol avec 1210 animaux équivalents (dont 137 reproducteurs). Une association locale d'opposition s'est créée « Bien vivre à Saint-Gérard de Vaux », affiliée à la fédération Allier Nature.

La question des épandages de 2220 m³ de lisier par an sur 266 ha près de zones classées Natura 2000, parsemées d'étangs a fait l'objet de nombreuses interventions au dossier d'enquête. Malgré 90 observations sur 100 défavorables, le Commissaire avait donné un avis favorable. L'association et les VERTS avaient présenté une alternative avec un élevage sur litière en production biologique ou label rouge.

Le préfet de l'Allier a autorisé l'exploitation début 2009. Un recours contentieux est à l'étude, avec Allier Nature.

Gérard Matichard, Les VERTS

L'action juridique et contentieuse énergique menée par la Fédération Allier Nature ces dernières années a fortement contribué à paralyser le développement des porcheries et poulaillers industriels et à éviter que l'Allier ne devienne la petite Bretagne de l'élevage intensif.

Un projet d'élevage de 2 000 chiens beagles destinés à l'expérimentation animale sur la commune de

Montbeugny, près de Moulins, fut également avorté en 1999 suite à un intense activisme militant. Plus d'1,5 millions de signatures d'opposition furent recueillies. *Allier Nature*

Vritz (Loire Atlantique)

Le **Comité de Vritz** est à l'origine du travail collectif de ce livret, qui fait suite à la réunion publique du 13 décembre 2008, à Saint Mars la Jaille. Nathalie Thomas et Anne Vonesch se sont rencontrées au Ministère de l'Environnement, pour faire entendre l'opposition fondamentale et absolue contre la maternité collective et le



système des porcheries industrielles. L'information de la population avec tracts et manifestation à Candé ont été lancés par le Comité (qui a obtenu l'annulation d'une première enquête publique pour vice de forme). Le projet de porcherie prévoit 1035 truies : c'est une maternité collective, portée par un groupement de 7 éleveurs, afin de se mettre aux normes. Or une grosse coopérative est associée et actionnaire majoritaire dans cette SCEA. Cette posture « coopérative »

est nouvelle et, à notre avis, augure une forme d'intégration des éleveurs par l'agro-alimentaire.

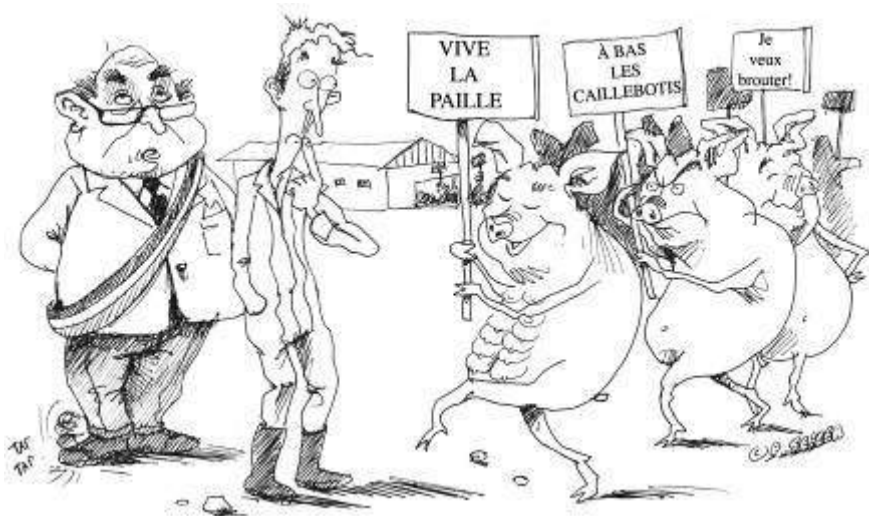
Enfin, nous avons les ingrédients habituels de ce genre de projet : concentration et augmentation de la production. Les éleveurs ont besoin de 18000 porcelets/an pour des engraisements en d'autres sites, mais la production de la maternité collective sera au minimum de 25000 porcelets/an. Accaparement des surfaces pour épandage : sur un rayon de 6 km, quatre projets porcins industriels représentent une surface hypothéquée de droits d'épandage de > 700ha. Développement des pratiques de monoculture. Concentration de deux élevages industriels (porcins et volailles distants de 200m) créant les conditions d'un risque de contamination – mutation de virus. Témoin d'un taux élevé de nitrates sur la zone, le captage pour la production

d'eau potable de Vritz affiche une moyenne stable de 60 mg de nitrates par litre.

Avec l'association « **Candéen Patrimoine Environnement** » a été initié une double action : l'analyse du dossier et sa contestation, l'information des citoyens sur le projet, mais aussi sur les enjeux de l'agriculture productiviste.

L'analyse du dossier les a conduit à s'appropriier l'enquête publique, à rechercher les éléments de compréhension, à consulter des personnes qualifiées, à rédiger un document complexe et argumenter de contestation. Ils ont sollicité les collectivités locales concernées et interpellé les décideurs départementaux, notamment en formulant une demande de table ronde et de mise en place d'une commission permanente de suivi et d'évaluation.

Un débat s'est fait autour d'enjeux



plus globaux (avec projection d'un film – 250 personnes) et un autre autour d'enjeux locaux (table ronde contradictoire, porteurs de projet / opposants – 130 personnes).

Par ailleurs, les membres de l'association réfléchissent à la meilleure stratégie à adopter : une opposition frontale ou une revendication visant à imposer aux porteurs de projet d'assumer l'ensemble des conséquences du dit projet, résumé par l'exigence : « *vous gérez ce que vous produisez, y compris les déjections* ». Cette attitude permet de maintenir un dialogue entre les parties, mais conduit aussi à faire émerger les contradictions, voire mettre le doigt sur les impossibilités économiques ... ultime affront pour des porteurs de projet plus libéraux que libéraux... maîtres chez eux.

C'est une réelle prise de conscience des enjeux agricoles, ruraux et du territoire qui émerge. Cinq projets et/ou réalisations, sur un rayon d'une dizaine de kilomètres autour de la petite bourgade de CANDE, venant s'ajouter à l'existant, créent les conditions d'une mise à plat et du dialogue. Il ne s'agit plus d'un combat entre le rural et l'urbain mais bien d'un enjeu de société sur l'avenir des territoires, sur l'avenir même de l'agriculture et de ses paysans. La soirée débat sur le projet de Vritz, réunissant plus de 120 personnes, et

mettant en scène les porteurs de projets et les opposants, a vu s'exprimer, voire se confronter les deux agricultures : productivisme et durable.

Le débat est bien celui d'une prise de conscience et la remise en cause d'un modèle de développement basé sur « le toujours plus » pour appréhender un développement plus respectueux des hommes, des espaces, des territoires dans l'objectif **d'un mieux vivre ensemble**.

Contributions de Yves Aubry et Nathalie Thomas



Fin 2008, une **AMAP BIO** est créée à Saint-Michel-et-Chanveaux (49). Elle rencontre un franc succès : porc, poulet, lait cru, œufs, huile... Ces producteurs aiment leurs animaux. Le respect pour les animaux et pour la qualité des produits passe avant tout. Ils ont permis à de jeunes producteurs de légumes de s'y installer en BIO ; ces jeunes remportent un franc succès eux aussi. Des poules pondeuses rejoignent le mouvement. Et l'AMAP, c'est non seulement des produits de qualités, mais également le contact humain.

Nathalie Thomas

BONNE NOUVELLE – ELEVAGE EN PLEIN AIR ET SUR PAILLE A VRITZ

Le choix de produire et consommer autrement

L'élevage durable : c'est l'alternative à toutes ces dérives qui conduisent droit dans le mur

Les dérives du non-durable sont trop bien connues : algues vertes sur les plages, eau non potable, eutrophisation des eaux de surface et perte de biodiversité, pollution des sols avec accumulation de résidus divers, multi-résistances de bactéries aux antibiotiques, excès de consommation carnée, maladies de civilisation, pressions économiques,

compétitivité à outrance, production de masse, endettement, dépendance, disparition de nombreux agriculteurs, stress, (même suicide), restructuration, industrialisation avec concentrations croissantes, maladies animales émergentes, zoonoses, détresse animale dans un univers déshumanisé...

Durable : c'est rompre avec tout cela, pour aller vers d'autres repères.



L'élevage respectueux : c'est respecter l'animal, l'environnement, l'éleveur, le consommateur.

Le plus urgent est de replacer l'animal au centre du système. L'animal n'a qu'une seule vie. – Et si la Bretagne s'était préoccupée du bien-être de ses

porcs et volailles, ses cours d'eau et ses plages ne seraient pas pollués. S'il y a respect, les prix sont justes. La compétition sauvage relève du mépris.

Choisir en connaissance de porcheries

Les différents systèmes d'élevage de porcs (il y en a des dizaines !) peuvent se placer le long d'un curseur : d'un côté (à gauche) sont placés les critères les pires, qui sont inacceptables ; de l'autre côté (à droite) les critères d'excellence.

Les élevages « alternatifs » sont différents du modèle conventionnel, dominant.



A gauche c'est le principe « **aussi mauvais que permis** » cher au système dominant (mais pas toujours conforme à la loi).

Au milieu se trouvent des systèmes intéressants, acceptables, **nettement différents** du système industriel standard, et susceptibles de devenir un jour la norme. Cela tend à devenir « **aussi bien que possible** », au cas par cas.

A droite c'est l'**excellence** (encore pour longtemps une niche, vu le surcoût) Ces systèmes sont adaptés à des contextes très spécifiques.



caillebotis intégral sans litière
truies avec surfaces et confort minim. (2013),
cages en mise bas et début de gestation
très **grands** élevages (maternités collectives...)
inadéquation avec les surfaces d'épandage à proximité
nuisances chroniques
logique industr. financ.

litière disponible, petit caillebotis partiel possible
pas de cages
surfaces par animal nettement supérieures aux normes
ouvert à air et lumière
dimension modérée
pas de nuisances chroniques
à visage humain

plein air intégral, bien tenu, avec ombre, bauges, végétation, forêt...
petit nombre d'animaux
racres anciennes
meilleur respect des besoins et liens sociaux

bio

Choix du système d'élevage : page 'bien-être' du technicien

La zootecnie doit changer de paradigme. Aujourd'hui encore, beaucoup de techniciens imaginent la « porcherie durable » à travers des solutions purement techniques : cheminement de l'aération, récupération de chaleur, évacuation du lisier, automatisation de l'alimentation et des déplacements des animaux, etc., pour produire encore plus de kg de carcasse par heure de travail. Cette obsession ne permet plus de voir la réalité dans sa globalité. Il faut en priorité concevoir le logement de manière à ce que le com-

portement naturel de l'animal puisse s'exprimer, sans stress ni frustration. L'animal devrait être remis dans un environnement qui ressemble à son milieu naturel : végétation, climat, groupe familial... La gestion des effluents, le système d'alimentation, le système de nettoyage, seront choisis **en fonction** de ces fondamentaux.

Le cahier des charges de l'agriculture biologique donne les bonnes impulsions pour développer **les systèmes et les bâtiments durables, pour l'avenir.**

« Aussi mauvais que permis » ou « Aussi bien que possible » ?

Principes généraux, en bâtiment :

espace structuré, avec différents secteurs dans la case, pour différentes activités : se reposer, s'alimenter, explorer, excréter, se retirer, interagir,...

Un **caillebotis partiel** (non pas intégral) peut être une solution intéressante pour économiser la paille et optimiser l'hygiène et le travail.

matériaux pour fouiller (l'idéal : paille, terre, compost...)

laisser choisir entre secteurs climatiques : plus frais ou plus chaud, selon le cas : c'est sain et stimulant.

plein air : un bout de la courette non couverte, pour sentir sur la peau le soleil du printemps, la pluie de l'été... bref, du bonheur de vivre !

A défaut un bâtiment semi-ouvert.

Truies gestantes



Manger du foin dans la courette chez Comexor Label 'bien-être' de Coop Naturafarm, Suisse, et ci-dessous l'intérieur du bâtiment :



Allaitement en groupe*

Case liberté (Th Schweitzer)



Engraissement en bâtiment semi-ouvert



Postsevrage *



Truies gestantes en groupe*



Et le plein air ? Il est exigeant...

S'il se limite à mâchouiller des cailloux sous un soleil ardent en été et sur une terre nue, boueuse, à la pluie, et douloureuse au gel, c'est mieux que la cage !! mais ne satisfait pas entièrement.

Si les truies portent un anneau ou une agrafe dans le groin, alors c'est la douleur qui les empêche d'exécuter leur comportement préféré : fouiller.

Changer les animaux fréquemment de parcelle et limiter le chargement, sur des sols adaptés, permet d'aller vers un plein air optimal.



Engraissement avec niches*

*source des photos : BAT, site IGN

Douleurs chez les porcelets

La **castration** se pratique pour éviter les cas d'odeur de verrat dans la viande à la cuisson. Castrer à vif, comme cela se fait, à la chaîne, avec les cris des porcelets, n'est plus acceptable. Il y a différentes solutions.

L'idéal est de ne plus castrer et de dépister l'odeur de verrat à l'abattoir, et/ou abattre plus jeune (cela se discute : produire plus d'animaux pour les abattre plus légers ?).

Dans certains cas il est possible de vendre sur des débouchés (salaisons) où une odeur résiduelle ne gêne pas.

Une solution élégante est le vaccin « anti-hormones-mâles » qui vient d'obtenir ses autorisations. Elle évite à la fois douleur et risques infectieux. (Curieusement, une solution se dessine au moment où un laboratoire pharmaceutique veut la mettre en place).

L'alternative est l'anesthésie. Elle est soit locale, ce qui est à la portée de tous les éleveurs, il suffit de vouloir, soit générale, ce qui est plus lourd, mais en cours de mise en place en Suisse et aux Pays-Bas (avec l'aide des distributeurs !). A compléter par un traitement antalgique post-opératoire.

La **section ou le limage des dents** pointues, pouvant blesser mamelle ou porcelets, est une barbarie. La section fait plus de mal que de 'bien', vu les douleurs et infections chroniques et

arthrites. S'il y a des problèmes de lactation et mammites, il faut soigner les causes chez la truie. Et d'abord la mettre dans des conditions de bien-être et ne pas lui en demander trop.

Quant à la **section routinière des queues** il serait temps d'appliquer l'interdiction et de supprimer le mal-être qui est en cause... en premier lieu le caillebotis intégral sans litière.

Transport et abattage

Depuis des décennies, les associations spécialisées dénoncent les conditions de transport et d'abattage, notamment des animaux mal à pied. Les problèmes persistent : matériel défectueux, étourdissement raté, brutalités, négligences... Les pratiques scandaleuses à l'abattoir de la Cooperl avaient passé à la télévision – seul moyen pour faire réagir ? Certes, il existe des abattoirs qui travaillent correctement. Mais les contrôles sont défectueux, et en cas de maltraitance, les vétérinaires et l'administration ne semblent pas mériter la confiance. (sources : G. Raonis, J-L Daub, Animals Angels, PMAF, L214...)

Des vétérinaires ou techniciens qui n'ont pas secouru et délivré des animaux en souffrance doivent être sanctionnés, voire condamnés, et interdits de tout travail avec des animaux vivants.

Nous en sommes loin.



Choisir de partager la responsabilité pour un élevage respectueux et durable

Comment reconnaître l'élevage respectueux et durable ? Le risque est grand de se noyer dans les définitions, indicateurs, et évaluations de la durabilité. Certes, il en faut. Mais les conditions varient selon les régions : ce qui est faisable ici, peut être difficile là-bas. Soyons pragmatiques.

Ni technocratie ni sur-administration. L'élevage parfaitement idéal est très rare. Cela n'a aucun sens de demander l'impossible. L'important c'est de faire des progrès. Résister aux dérives, dans le travail, tous les jours. **Soutenir ceux qui osent et qui tiennent bon. Il faut qu'ils puissent en vivre.**

Assurer la viabilité économique : reconnaître et rémunérer des produits différents

L'élevage dit conventionnel écrase par tous les moyens les coûts de production. **Grande distribution et filières en sont responsables.** La publicité fait que le consommateur ne connaît plus le vrai prix du produit.

L'élevage respectueux et durable a d'autres valeurs et méthodes, et des surcoûts pas forcément élevés (en fonction du système ; v.p15). Il faut pouvoir **reconnaître les produits** pour assurer un **juste prix** à l'éleveur.

Les produits et les circuits de vente

Un porc produit 20-30 % de viande fraîche, et 70-80 % de charcuterie. Il faut donc valoriser les deux :

- **la viande fraîche**
- **une gamme de produits de transformation.**

Il faut donc **abattre, découper, transformer, et vendre.**

La **vente directe** fonctionne très bien pour des volumes limités ! C'est l'idéal, parce que l'éleveur bénéficie directement de toute la plus-value. Ce sont aussi ces petits élevages, en vente directe, qui peuvent accéder à des critères d'excellence. Mais c'est aussi très vite arrivé, selon la saison, d'avoir quelques porcs en trop. Que faire avec ?

Moralisation de la grande distribution - possible ? nécessaire !

La grande distribution fonctionne selon une logique qui détruit la société et la planète. Il faut en sortir. **La question est posée aux directeurs des magasins :** sont-ils prêts à **référencer et promouvoir des**

La vente directe nécessite l'exercice de trois métiers à la fois : éleveur (élevage et cultures), charcutier, et vendeur (commercial). Ce n'est pas la vocation de tout éleveur.

Si l'élevage respectueux et durable doit se développer, il faut en effet vendre des volumes de plus en plus importants, et ceci dans des **circuits semi-directs** et aussi des **circuits longs**, à condition que la rémunération de l'éleveur reste juste.

Il faut donc admettre qu'il faut **différentes pistes** de développement, qui ne sont **pas concurrentes mais complémentaires.**

Il faut **organiser la transformation, et la logistique** pour livrer.

produits éthiques et équitables ? Et arrêter les produits non-éthiques, non-durables (comme le porc industriel !), en les remplaçant progressivement, ceci avec une visibilité et sécurité pour les producteurs ?

!! ATTENTION !! Comprendre étiquettes et allégations

L'analyse ci-dessous est faite consciencieusement, mais sous réserve d'erreur. Toute information est bienvenue.

Porc standard, ou conventionnel

Il est sensé respecter la législation européenne. Mais c'est loin d'être le

cas. Certes, les contrôles se mettent en place, mais l'interprétation de la directive n'est pas toujours claire et transparente, ni conforme. Quant à la

charcuterie, même lorsqu'il s'agit de marques et de recettes qui mettent en avant une typicité régionale, la matière première est souvent achetée au moindre prix.

De plus en plus les distributeurs – pour leurs marques – exigent une certification, comme p.ex. Globalgap, pour assurer la sécurité alimentaire et des exigences minimales (normes).

VPF

Viande porcine française (voir p 40...)

L' « excellence » made in France, vue par la filière industrielle, rend perplexe. Le prix des Cochons d'Or récompense les meilleurs résultats technico-économiques (source : Porc Magazine). Un lauréat de 2008 montre comment y arriver : par des traitements préventifs et systématiques, par des adoptions généralisées où les porcelets sont brassés d'une truie à l'autre en fonction de leur poids et nombre, avec des sevrages précoces dès 5-6 jours (en théorie interdits), par des injections nombreuses et systématiques pilotant les mise-bas et des fouilles fréquentes (douloureuses!) sur les truies, le tout sur caillebotis intégral avec des truies immobilisées en cages leur vie durant ayant comme seule occupation 2 repas de soupe et 2 repas d'eau par jour.

Sordide, mais excellent pour l'industrie pharmaceutique.

Pendant ce temps les producteurs brésiliens découvrent l'intérêt de la litière...

Porc « qualité certifiée conforme » ? !! Traçabilité sur caillebotis !!

Par exemple du « Cochon de Bretagne ». Ou « Burehof » en Alsace. Sur le mode d'élevage cela ne change guère du standard. L'accent est mis sur le respect (!) de la loi et la traçabilité, et une homogénéité au niveau qualité. Ce n'est plus considéré comme un signe officiel de la qualité. On ne peut exclure que l'une ou l'autre marque de porc certifié présente un intérêt particulier limité. Pour s'en assurer dans le détail, il faut consulter les cahiers des charges qui sont souvent difficiles d'accès... et décevants.

« Bonnes pratiques d'élevage » ? !! L'hygiène ou la mort !!

Il s'agit en général des « bonnes pratiques d'hygiène ». En effet, en élevage industriel, vu le stress, les privations, et l'entassement des animaux, l'hygiène très pointue est sensée rattraper leur fragilité sanitaire pour permettre une production de masse. Jusqu'à la prochaine crise.

Porc « bleu blanc cœur » ? !! industriel !!

C'est une réussite remarquable de communication visant l'allégation nutritionnelle : l'alimentation des porcs est composée de telle manière, notamment grâce au **rajout de lin**, que la viande soit plus riche en acides

gras polyinsaturés oméga 3 réputés bons pour la santé.

Ceci concerne donc l'alimentation des animaux, mais n'a a priori rien à voir avec les conditions d'élevage. Il existe du porc fermier bleu blanc cœur comme il existe du porc industriel au lin - gageons que la grande majorité du volume produit est du porc industriel qui améliore son image.

Il n'y a rien à dire contre la culture et l'intégration du lin et d'autres produits favorables à la santé animale. Mais est-ce aussi extraordinairement utile qu'on veut bien le faire croire ?

Il y a d'autres voies vers le même but.

La solution la plus naturelle pour une nutrition saine des animaux est le pâturage : ainsi l'alimentation à l'herbe des bovins augmente les « bonnes » graisses dans la viande et le lait. C'est pareil pour les œufs des poules. Et c'est aussi le cas pour les porcs ! Ils aiment brouter et en tirent profit.

La solution la plus simple, pour l'homme a toujours été la modération quant aux quantités de produits d'origine animale et l'évitement de certains produits industriels. Pour consommer les fameuses graisses polyinsaturées (oméga3), de bonnes huiles végétales font l'affaire.

Le bleu blanc cœur vous invite à consommer des graisses animales en toute bonne conscience. La démarche a réussi son intégration dans le PNNS (Plan National Nutrition Santé) qui fait plaisir à toutes les grandes filières.

Ce marketing exagère l'aspect nutritionnel du bien-être mais occulte les autres aspects - notamment psychiques - du bien-être et de la santé.

Label rouge ?

!! Caillebotis labellisé !!

(voir 'porc label rouge fermier' p.65)

Les marques régionales de label rouge doivent respecter au minimum une **notice technique de base**, nationale, et sur cette base elles construisent un cahier des charges propre, pouvant être plus exigeant. C'est pourquoi **il existe certains labels rouge porcins qui élèvent les porcs sur paille ou font naître en plein air. Cependant rien de tel n'est obligatoire au niveau de la notice technique** (depuis sa révision).

Pour les conditions d'élevage, le porc label rouge a été dégradé en porc industriel, afin de fournir une matière première pas chère pour de la charcuterie label rouge. Une modeste amélioration assurée au niveau du logement est l'augmentation de la surface par porc engraisé, qui pour des porcs de 80-110kg de poids vif passe de 0,65 (norme européenne) à 1m² par porc, et pour les truies c'est la norme 2013.

Un léger rallongement de l'âge minimal à l'abattage n'a pas grand intérêt en porc, contrairement au poulet label où la croissance deux fois plus lente est fondamentale tant en qualité qu'en bien-être.

Haute Valeur Environnementale oui, mais :

!! Agriculture raisonnée, Agriconfiance, !!

La **Haute Valeur Environnementale** est issue du Grenelle de l'Environnement. Celui-ci avait exclu le bien-être animal de ses débats et a été pauvre sur le thème de l'élevage (les progrès ont porté sur la réduction des pesticides et sur des mesures pour la biodiversité).

La Haute Valeur Environnementale se décline en trois niveaux.

Le niveau le plus élevé correspond à des **systèmes d'élevage durables**, par le critère de l'autonomie (exclut le hors sol) et de sauvegarde de la biodiversité naturelle ; cela peut aller de pair avec des systèmes de logement et des pratiques respectueux des animaux, mais sans être garanti.

Les niveaux plus bas se confondent avec des démarches qui investissent fortement au niveau de la communication, mais qui ont des contraintes plutôt légères. Il s'agit de la stratégie du « socle » : garantir un niveau minimal pour un grand nombre de producteurs. Avec le nivellement par le bas.

Voici **des exemples pour des stratégies de communication forte sur des exigences faibles :**

- **L'agriculture raisonnée**, portée entre autres par les producteurs de

pesticides, reste avec une approche minimaliste du bien-être.

- **Agriconfiance** est un programme de management de la qualité dans le respect de l'environnement, initié par les **entreprises coopératives de France**. Les entreprises certifiées bénéficient de la signature Agriconfiance.

Curieusement se trouvent, parmi les poids lourds qui dynamisent la démarche, de grandes entreprises de foie gras industriel – une production qui représente le pire de la maltraitance industrielle des animaux. Curieusement aussi, lors d'une table ronde, ce sont les volailles fermières – qui représentent ce qu'on trouve de meilleur en production 'bien-être' – qui ont été présentées.

Parmi ces entreprises coopératives agricoles se retrouvent **les grands acteurs du porc industriel**, notamment en **alimentation animale**.

Aujourd'hui la coopération agricole est engagée dans **un mouvement d'évaluation et de normalisation environnementale**. Un réel potentiel de progrès existe.

Mais la plus grande **vigilance** quant à la sincérité des progrès s'impose.

D'autant plus que, **jusqu'à preuve du contraire, le blocage de la profession contre le respect des besoins des animaux est maintenu**.

On parle « environnement » sans être attentif à la sensibilité du vivant : erreur grave sur la durabilité, signée en Bretagne '*algues vertes*'.

Les choix d'achat : signes officiels et démarches privées

Les signes officiels sont en partie réglementés par l'Europe. En France, ils étaient mis en place par des Commissions auprès du Ministère de l'Agriculture, où les filières dominent. « Officiel » ne signifie pas « indépendant » ! Ces démarches lourdes, longues, coûteuses, sont inaccessibles à de petites productions locales.

Agriculture biologique

La bio est tournée vers le respect des équilibres naturels : sols fertiles, prévention des maladies, autonomie évitant les gaspillages.

Elle est responsable, éthique, innovante, et fait émerger des solutions d'avenir.

Pour les animaux c'est parmi les cahiers des charges officiels existants, le plus exigeant. Les surfaces par

animal sont nettement plus élevées. C'est aussi le terrain privilégié pour expérimenter l'excellence.

La bio se définit aussi en tant que « interdiction de toutes les substances de synthèse ». Il s'agit certes d'un indicateur intéressant. Mais parfois une peur disproportionnée envers la « chimie » (p.ex. des antibiotiques) semble faire oublier que certaines maladies et souffrances (quoique plus ou moins naturelles) sont bien pires.



Porc fermier label rouge

Il ne faut surtout pas confondre le porc fermier label rouge avec le label rouge tout court. (Contrairement au Label Rouge tout court) le porc LR fermier est engraisé avec litière et un accès partiel au plein air.

Démarches privées (exemples)

L'identifiant « Cohérence »

C'est une démarche citoyenne dans l'Ouest. L'identifiant est attribué selon une méthode participative et cautionne des pratiques respectueuses de l'environnement, de l'animal et de l'homme. Les garanties portent sur la liaison au sol, la diversité des cultures qui comportent des protéagineux, le bon usage des effluents, l'élevage sur paille, et souvent en plein air.

« Porc Thierry Schweitzer »

Cette démarche privée, en Alsace, est sur le fond très proche de Cohérence. Initiée par Thierry Schweitzer, éleveur, suivi par 5-6 éleveurs, elle est en partenariat avec des associations de

Demain, un label « bien-être » européen ?

La Commission Européenne a lancé un programme de recherche « welfare quality » qui, en automne 2009, devrait aboutir à des propositions pour un label « bien-être » européen.

consommateurs, de protection des animaux et de l'environnement.

Et un grand nombre d'initiatives individuelles...

p.ex. des truies en plein air de l'engraissement sur paille cases spacieuses, courettes en plein air, ...

dont de véritables bijoux ...

quelques porcs engraisés dans une petite forêt, avec les résidus fromagers

des porcs de races anciennes en plein air intégral...

Le succès des AMAPs

Les « Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne » forment des groupes de consommateurs qui s'engagent à acheter régulièrement des paniers de produits, et les payent à l'avance. Ceci donne à l'agriculteur la visibilité économique dont il a besoin pour persévérer dans des pratiques respectueuses et durables.

OUI ! C'est important !

Mais il faudra être très vigilant pour qu'il soit crédible, et qu'il ne soit pas détourné au profit des filières industrielles.

Les choix de l' élu

Vu la **défaillance des grands partis politiques**, nous ne pouvons compter que sur la sensibilité et l'intelligence des individus de tout bord, pour **utiliser tous les moyens, outils et marges de manœuvre** disponibles. Et il y en a. Le surcoût à court terme du bien-être est modéré. Réorienter l'élevage est dans l'intérêt collectif.

Changer de gouvernance

Un semblant de concertation ne sert à rien si le pouvoir cède à toute pression des groupes d'intérêt économiques. Il faut **du courage politique** !

Aider l'élevage du bien-être

L'Europe permet, dans le cadre du développement rural, d'aider les éleveurs et les filières qui progressent en bien-être. A ce jour, la France n'en fait guère usage pour le bien-être :

- aide à la mise aux normes bien-être (max. 10 000 € x 5 ans)
- créer, et financer leur utilisation, des services de conseil agricole pour proposer des améliorations
- soutien si engagement de bien-être pour au moins 5 ans, 500 /€ par UGB
- soutien aux investissements : ces aides à la modernisation ne sont que rarement associées à une stratégie de bien-être
- soutien aux démarches de qualité, max. 3 000 € x 5 ans ;
- promotion
- formation

Autres pistes : la modulation ; une conditionnalité 'bien-être' crédible pour le premier pilier de la PAC ; une cohérence 'bien-être' des aides...

Dans les territoires, entrer les bons critères dans les décisions

L'élevage du **bien-être, respectueux et durable**, rassemble les sympathies, respecte l'**environnement**, s'intègre dans les **paysages**, plaît aux touristes, **anime** le monde rural, n'est **pas délocalisable** (contrairement à la production industrielle). Mais il a besoin d'aide pour démarrer (alors que la production industrielle exige des aides pour faire face à ses crises économiques, écologiques, sanitaires...). Bref, il faut **un soutien pour les bons élevages**, et aussi **pour la transformation** de leurs produits et **pour l'organisation des débouchés**.

Du bien-être dans les cantines

Heureusement, les aides à l'agriculture biologique se développent. Malheureusement, cela peut aboutir à une alimentation à deux vitesses, avec d'un côté la bio, et de l'autre du standard industriel. La viande est alors choisie au prix, et issue de détresse animale. Ainsi beaucoup d'élus et collectivités, par ignorance, passent à côté de la réalité et de **l'opportunité de l'élevage bien-être**, positionné à **mi-chemin en direction de la bio**.

Pour en savoir plus sur les choix des porcs et des porcheries

Bibliographie

Publications de Cohérence

- Eléments de comparaison du coût de revient de l'engraissement de porcs sur paille et sur caillebotis
 - Qualité de la viande de porc selon les systèmes d'élevages
 - Le cochon durable, de l'élevage à l'assiette : les bonnes adresses bretonnes de la vente directe
 - Recueil d'expériences : des éleveurs témoignent
 - Produire du porc autrement...
- Jocelyne Porcher, Christine Tribondeau : Une vie de cochon
- Jean-Luc Daub : Ces animaux qu'on abat

sites et documents téléchargeables

Europe

explorer la législation en Europe : http://ec.europa.eu/food/animal/welfare/index_fr.htm

avis scientifiques de l'EFSA : <http://www.efsa.europa.eu/cs/Satellite>

expertises plus anciennes : http://ec.europa.eu/food/fs/sc/oldcomm4/previous_en.html

les inspections : http://ec.europa.eu/food/fvo/index_en.cfm

un label bien-être ?

www.welfarequality.net

voir aussi agriculture, qualité des produits agricoles, développement rural, achats éco-responsables...

Prospectives

FAO dont Livestock's long shadow
IAASTD www.agassessment.org

Agrimonde, prospective INRA
France, sites officiels

INRA
Agri-Bien-être
ITAB, FNAB (agriculture biologique)
IFIP Institut technique
JRP Journées de la Recherche Porcine
AFSSA
Chambres d'Agriculture

Divers

Office vétérinaire fédéral

www.bvet.admin.ch

Coop Naturafarm

www.coop.ch/pb/site/common/node/7196/Lfr/index.html

Farm Animal Welfare Council

IGN Société internationale pour la garde des animaux de rente, avec les pages du **BAT** (en allemand : Beratung Artgerechte Tierhaltung) www.ign-nutztierhaltung.ch/Schweinehaltung/index.htm

Plein Air Concept

www.pleinairconcept.fr

Eurogroup www.eurogroup.fr

PMAF www.pmaf.org

Compassion in world farming

www.ciwf.org.uk

Eleveage-ethique

www-elevage-ethique.fr

LFDA www.fondation-droits-animal.org

OABA www.oaba.fr

FNE France Nature Environnement avec toutes ses associations fédérées
www.fne.asso.fr

et d'autres... excusez les oublis !